

BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)

Stratégies Africaines | par | Patrick Ferras

Sommaire

I - Textes de réflexion

| | |
|-------------------------------|---------|
| Afrique - Covid-19 | page 02 |
| Ile Maurice | page 03 |
| Mozambique | page 05 |
| Ambitions africaines de Daech | page 06 |

II - Revue de presse internationale

| | |
|----------------------|---------|
| Tunisie - Etats-Unis | page 10 |
| Maroc - Etats-Unis | page 10 |
| Soudan | page 11 |
| Somalie - Turquie | page 11 |
| Soudan - Russie | page 12 |
| Algérie - Mali | page 12 |
| RCA - Russie | page 13 |
| Somalie | page 14 |
| Libye - ONU | page 14 |
| Côte d'Ivoire | page 15 |
| RCA - ONU | page 16 |
| RDC - Etats-Unis | page 17 |
| Mozambique | page 17 |
| Sahel - France | page 17 |
| Soudan - Russie | page 18 |
| Soudan - Egypte | page 18 |
| Mali - Grèce | page 19 |
| Ethiopie - ONU | page 19 |
| Soudan | page 19 |
| Soudan - Ethiopie | page 20 |
| Soudan - ONU | page 20 |
| Ethiopie - Soudan | page 21 |
| RCA - ONU | page 21 |
| Kenya - Etats-Unis | page 22 |
| Soudan - Ethiopie | page 23 |

III - Nations Unies

| | |
|------------------------|---------|
| Rapport sur la Somalie | page 24 |
|------------------------|---------|

IV - Conclusion

| | |
|--|---------|
| | page 26 |
|--|---------|

Edito

L'année 2020 vient de se terminer !

La Covid-19 a chamboulé de nombreuses activités et remis à plus tard d'importants chantiers internationaux comme ceux de la renégociation des Accords ACP, les Sommets UE-UA et France – Afrique.

Le monde vit au ralenti et le premier semestre ne sera sûrement pas de tout repos car la pandémie frappe encore et les vaccins arrivent à petite dose.

Les événements qui se sont déroulés en Éthiopie depuis le 4 novembre étaient prévisibles. Quelques articles sur mon site le démontrent sans aucune ambiguïté (www.csba-ferras.eu). Les signaux faibles existaient depuis l'été 2018. La "Law enforcement operation" éthiopienne s'est déroulée sous les yeux d'une communauté internationale plus préoccupée par les résultats de l'élection américaine que par « le maintien de la paix et de la sécurité internationale (article 1 de la Charte des Nations unies) ».

L'Union africaine a encore montré que les solutions africaines aux problèmes africains restent des mots vides de sens. La promenade ridicule de trois anciens chefs d'État africains au titre d'un Groupe des Sages de très haut niveau s'est heurtée à la volonté d'un Premier ministre éthiopien de gérer la souveraineté de son pays sans le regard ou les conseils d'autrui ! Quant à l'IGAD, l'organisation régionale de la Corne de l'Afrique dirigée par un Éthiopien, elle est restée absente des débats. La présidence sud-africaine de l'Union africaine n'aura laissé que peu de souvenir.

La Mission hybride Nations Unies - Union africaine au Darfour (MINUAD - Soudan) a pris fin le 31 décembre 2020. Les effectifs militaires et civils auront quitté le Soudan en juin 2021.

Patrick FERRAS
Stratégies africaines





I - TEXTES DE REFLEXION

❖ Afrique - Covid-19

2 octobre 2020 - Oumar Seydi Cheikh, Directeur Afrique de la Fondation Bill et Melinda Gates

Les conséquences économiques de la pandémie sur le continent s'annoncent terribles. Mais cette crise est aussi l'occasion d'amener acteurs publics et privés à travailler ensemble. C'est sur cette base que l'Afrique doit maintenant avancer.

Imaginez une femme au Burkina Faso, travaillant une petite parcelle de terre. Les confinements liés à la pandémie de coronavirus l'ont forcée à réduire ses effectifs et à se séparer de plusieurs ouvriers. Ses enfants ne vont maintenant plus à l'école afin de pouvoir aider à la maison. En Éthiopie, un homme a récemment perdu les revenus qu'il parvenait à tirer de la vente de fruits et légumes à son étal sur le bord de la route. Avant même que la pandémie ne frappe, il gagnait à peine assez d'argent pour se nourrir et nourrir sa famille. Les prix des aliments de base sont en train d'augmenter et il ne sait pas où il trouvera leur prochain repas. Au Congo, un jeune enfant ne peut pas aller se faire vacciner à cause des restrictions liées au confinement.

À cause de cette pandémie, 80 millions d'enfants dans le monde pourraient être exposés au risque de maladies contre lesquelles il existe un vaccin, parce que les vaccinations de routine ont été interrompues dans de nombreux pays, dont le Tchad, l'Éthiopie, le Nigeria et le Soudan du Sud. De l'Est au Sud, en passant par l'Afrique de l'Ouest, le Covid-19 a eu un impact sur nous tous. En effet, la pandémie mondiale nous a fait reculer de plusieurs années – dans certains cas, plusieurs décennies – dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Nous devons nous unir dans notre réponse : ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions surmonter et nous relever du coronavirus.

L'économie mondiale connaît la pire récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au moins 37 millions de personnes devraient tomber sous le seuil de pauvreté mondial. Nos efforts pour faire du monde un endroit plus équitable sont au point mort. C'est la conclusion à laquelle le rapport Goalkeepers 2020, publié par la Fondation Bill & Melinda Gates la semaine dernière, est arrivé. En se concentrant sur l'Afrique en particulier, le tableau est encore plus alarmant. Les économies à travers le continent subissent un énorme revers. L'Afrique subsaharienne peut s'attendre à connaître sa première récession depuis près de trois décennies. D'ici à la fin de l'année 2020, on estime que, dans le meilleur des cas, 13 millions d'Africains devraient tomber sous le seuil de pauvreté et dans le pire des cas, 50 millions. Il y a maintenant plus de personnes vivant dans l'extrême pauvreté au Nigeria – environ la moitié de ses citoyens – qu'en Inde.

Les dommages économiques causés par le Covid-19 renforcent également les inégalités. Les progrès vers l'égalité des sexes seront ralentis pour les générations à venir. Bien que davantage d'hommes meurent du Covid-19, cette crise menace davantage les moyens de subsistance des femmes, et ce en raison des inégalités préexistantes entre les sexes. L'expérience des pandémies précédentes montre que lorsque les systèmes de santé sont mis à rude épreuve, les taux de mortalité maternelle augmentent. Il ne s'agit pas d'une coïncidence. Les

éléments consacrés à la prise en charge des femmes étant les plus fragiles et les plus sous-financés, ils ont tendance à s'effondrer en premier et plus rapidement. Lors de l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone, beaucoup plus de mères et de bébés sont morts pendant ou après l'accouchement que l'année précédente. Ce « bilan de mortalité silencieux » était plus élevé que le bilan officiel de l'épidémie. La fermeture des écoles accroît également fortement la charge domestique qui pèse sur les femmes. Et les données de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest suggèrent que, lorsque les établissements rouvriront, les filles seront moins susceptibles d'y retourner, ce qui réduira les opportunités qui s'offrent à elles ainsi qu'à leurs futurs enfants.

Il y a cependant de l'espoir. La bonne nouvelle est que les solutions partagées permettent de réels progrès. Malgré d'énormes contraintes, les pays africains innovent pour relever le défi. Nous assistons à des partenariats sans précédent entre les secteurs privé et public. Le reste du monde à beaucoup à apprendre des efforts de réponse du continent.

Sous l'égide de l'Union africaine, la Plateforme africaine de fournitures médicales, une initiative à la fois dirigée et créée par l'Afrique, a été lancée pour permettre au continent de mieux faire face aux pénuries de fournitures essentielles nécessaires pour lutter contre la pandémie. Au Sénégal, les résultats des tests de Covid-19 sont disponibles sous 24 heures ou même plus rapidement, les hôtels ont été transformés en unités de quarantaine, et les scientifiques s'empressent de développer un respirateur de pointe à faible coût. Plus de six mois après le début de la

pandémie, ce pays de 16 millions d'habitants compte moins de 15 000 cas et 311 décès et a été reconnu comme un modèle mondial. Le Rwanda, qui a mis en œuvre des mesures de confinement en mars avec une seule infection au Covid-19 signalée, a également été l'un des premiers pays du continent à s'ouvrir à nouveau et à permettre à ses citoyens de reprendre le cours de leur vie.

Au Ghana, l'université des sciences et technologies Kwame-Nkrumah et Incas Diagnostics ont inventé un kit de Test de diagnostic rapide (TDR) optimisé pour soutenir le régime de test national et ont mis en place des solutions groupées pour mieux optimiser la capacité de test et gérer la propagation du virus. En Afrique du Sud et au Burkina Faso, des efforts ont été mis en œuvre pour soutenir les gens ordinaires de manière innovante.

Un partenariat public-privé avec Uber et d'autres sociétés de transport a ainsi permis aux patients sud-africains souffrant de maladies chroniques de recevoir leurs médicaments directement à domicile, sans prendre le risque d'être infectés en se rendant dans les hôpitaux. Le gouvernement burkinabè a quant à lui reconnu le rôle important joué par les femmes entrepreneures dans le secteur des fruits et légumes, en les exemptant de payer l'eau et l'électricité alors qu'elles tentent de sauvegarder leurs moyens de subsistance pendant le confinement. Trop souvent, notre réponse au développement du continent se déroule en silos – secteur public, secteur privé et donateurs.

Mais le Covid-19 nous montre que la voie de la reprise et du progrès doit commencer par abattre ces barrières et trouver des solutions collectives. Ce n'est que grâce à une solide coalition entre les entreprises, les gouvernements et les banques de développement que nous pourrions élaborer une réponse à la hauteur du défi auquel nous sommes confrontés, à la fois en Afrique et dans le monde.

Nous avons ici l'occasion de démanteler les anciennes méthodes de travail et de reconstruire un continent plus équitable et plus résilient. Nous avons tous un rôle à jouer pour que cette opportunité ne soit pas gaspillée.

❖ Ile Maurice

5 octobre 2020 - ISS

Mauritius, long perceived as an oasis of political stability in Africa, has recently made headlines for all the wrong reasons. Blacklisting by the European Union (EU) due to anti-money laundering legislation

gaps, rising corruption concerns, and the poor handling of the MV Wakashio oil spill have damaged the country's reputation as a model for good governance.

The island is now experiencing its most acute political and economic pressures in decades, and investors, tourists and citizens are questioning how this might impact its future. The cause of the public outcry – which manifested in the most significant protest action since independence – was government's mismanagement of the 25 July oil spill. It's been touted as the worst in the island nation's recorded history.

On 12 September, more than 25 000 Mauritians protested in the coastal town of Mahebourg. Two weeks earlier, an even larger demonstration in the capital, Port Louis, drew 100 000 people. This was remarkable, not only for the size of the crowds (considering the country has only 1.3 million people) but also because protest action is uncommon in Mauritius.

It took government nearly two weeks to formulate an effective response to the grounding of the Wakashio.

Activists including Bruneau Laurette, Ashok Subron and the broad public raised two key criticisms of the government's response to the oil spill. First, it was too slow. It took the government nearly two weeks to formulate an effective response to the grounding of the Wakashio.

Prime Minister Pravind Jugnauth only declared an environmental state of emergency on 8 August – a necessary step for mobilising maximum disaster management resources and asking for help from international partners. By that time, 1 000 tonnes of oil had spilt, leaving an oil slick along 11.5 km of Mauritius's south-eastern coastline.

The second criticism pertains to the veracity of the government's version of events surrounding the sinking of the Wakashio, the spill and the salvage operation. Laurette says the government's account for how and why the Wakashio ran aground is inconsistent.

Initially the incident was attributed to adverse weather conditions, which forced the tanker to veer off course on 25 July and collide with the reef. However, recently published satellite images indicate that the tanker veered off course on 21 July and had been on a collision course with the reef since.

The mismanagement of the oil spill threatens to unsettle Mauritius's political stability.

Activists have demanded answers as to why the National Coast Guard – which purportedly has early warning systems – or other institutions that monitor maritime activity, couldn't detect the Wakashio's change in course. The salvage operation was also taken to task after it was disclosed that a large portion of the Wakashio's hull would be sunk. Conservationists say this could have negative repercussions for the delicate ecosystem.

The most telling criticism centres on the government's failure to disclose impact assessments of the oil spill, and the lack of accountability for individuals and institutions tasked with dealing with such disasters. This includes the ministries of environment and fisheries, and the National Coast Guard.

Adding to the public outrage is the death of three sailors – and the missing status of another – in the salvage operation and as many as 50 dolphins and whales which are mainstay attractions of the marine protected area. The government-operated Albion Fisheries Research Centre claimed that autopsies didn't indicate that the oil spill was responsible for the deaths. This account was contested by both local and international scientists.

Growing public anger over the mishandling of the crisis has seen the calls for accountability escalate to demands for Jugnauth's resignation, the dissolution of the national assembly and new elections.

Interestingly, the country's opposition has been relatively silent on what is largely seen as an opportune moment to weaken Jugnauth and his governing coalition. Local reports suggest that opposition parties have endorsed the recent demonstrations; however their support has been relatively discreet.

Demands have been made for Jugnauth's resignation, the dissolution of parliament and new elections

Amid mounting public pressure, the Jugnauth administration has responded to some of the concerns. Although he has rejected calls for his resignation, he has pledged to initiate a commission of inquiry, as demanded by the activists. Individuals and communities adversely affected by the spill will receive various forms of support, including a monthly solidarity grant of MUR10 200 for fishermen.

This may be enough to quell some of the pressure, but the government remains on a fragile footing. It faces three equally important issues.

First, the reputational damage for Mauritius has been severe. The oil spill mismanagement is contrary to the transparent and overall sound governance the country is known for. Along with ongoing compliance issues in the offshore sector and rising concerns over corruption, this will hurt investor sentiment and undermine confidence in the country.

In addition to the EU blacklisting, external perceptions of its principled governance have been compromised by corruption scandals involving Jugnauth. Most recently, he was accused of contentiously procuring property in Vacoas six years ago under the name of his daughter, who was underage at the time.

Second, the financial cost of the spill compounds the country's economic woes. The Mauritian economy has been battered by COVID-19, and tourism now faces the double blow of that and the oil spill.

Third, and most importantly, the mismanagement of the spill threatens to unsettle the country's political stability. Any residual goodwill from last November's general election victory or the sound handling of the domestic coronavirus outbreak now seems like a distant memory.

Indeed, disenchantment with the Mauritian political establishment has been growing. Jugnauth is seen as a lightning rod for wider grievances in a dynastic political system that recycles leadership positions among a close circle of elites, resulting in policy stasis.

The country finds itself in a delicate political and economic moment. For now, the political leadership will probably withstand the pressure for change. Corrective action and a more transparent commission of inquiry into the oil spill response could soften public sentiment.

Amid the global surge in identity politics, there's also the latent danger that Hindu nationalism is invoked to regain political capital lost due to myriad scandals. For a country that's long prided itself as a melting pot of diverse cultures and religions, a resurgence in such religious tensions would be a severe regression.

Over the long term, the government's reactionary stance won't suffice. As citizens' demands for greater reform, accountability and efficiency grow, the country's political elite may quite literally have to shape up or ship out.



❖ Mozambique

octobre 2020 - ISS

In its assessment of the liquid natural gas (LNG) projects in northern Mozambique, the African Development Bank (ADB) says the investment could fuel industrial development in the country and the whole of Southern Africa. The projects could provide much-needed energy to the region and job opportunities in and around the Rovuma Basin, where some of the world's biggest gas fields were discovered around a decade ago.

South Africa's Standard Bank – one of the projects' financiers – says over 20 000 direct jobs will be created in Mozambique's Cabo Delgado province. Infrastructure building has begun in the province and exports are expected by 2024.

The gas fields are up to 40 km from the coast from where it goes either via a pipeline to onshore LNG plants or an offshore floating LNG platform. There it is liquefied and transported to as far as Japan and Europe, or nearby South Africa, to be gasified.

However, several issues hamper the potential benefit of these gas projects, not least of all the violent conflict in Cabo Delgado. After a rise in brutal attacks on villages in the province, insurgents earlier this year occupied the strategic harbour of Mocimboa da Praia. The town of Palma is supposed to be transformed into a manufacturing hub housing hundreds of high-skilled workers, but is now threatened by insurgents.

The insurgency has so far not targeted the LNG project site, but attacks are coming close

The first major investment in the offshore LNG is going ahead, with the French company Total leading a consortium that has secured nearly US\$20 billion in investment. However, the United States giant Exxon-Mobil's final investment decision on its project has been postponed. This is partly due to the current security concerns.

The insurgency in Cabo Delgado is linked to Islamic State's Central Africa Province and has so far not directly targeted the project site, but attacks are coming close. Earlier this year Total announced a joint security strategy with Mozambique's government and the company's CEO has called for more European involvement.

There's been little response from the Southern African Development Community and the African Union. The European Union however recently agreed to provide financial and training assistance for Mozambique's security forces.

Other options such as tackling the insurgency's root causes by creating a development agency, or even giving cash grants to inhabitants to show they're benefiting from the gas installations, are now being discussed. Some high-profile figures in Mozambique have proposed dialogue with insurgents.

A solution must be found fast, for the inhabitants of Cabo Delgado, and to ensure the economic development plans can go ahead. If the insurgency isn't contained, the LNG contracts will probably continue due to the sheer size of the gas fields and the investment already made in the area. But the adjacent infrastructure and supply chain job opportunities will be on a smaller scale than planned.

If the insurgency isn't contained, LNG contracts will probably continue due to the size of the investments

At this point the resource curse – or the pre-resource curse that involves politicians banking on revenues long before the money starts flowing – seems inevitable. Tragically, most Mozambicans won't benefit much at all.

Institute for Security Studies research on projected economic growth in Mozambique shows that a rapid rise in population, increasing inequality and limited access to basic services and infrastructure mean that much of this growth may not benefit the poor. 'Even with a significant increase in gas production and growth, the absolute number of people living in extreme poverty is forecast to be nearly the same in 2040 as it is today.'

Together with the insurgency, several other challenges could see further investments placed on hold, with detrimental affects on Mozambique and the region.

First is the issue of the oversupply of LNG and environmental concerns around continued investment in fossil fuels. The NGO Friends of the Earth accuses governments such as France of turning a blind eye to an explosive situation in Cabo Delgado 'at the service of the fossil fuel and arm industries.'

Gas experts however say LNG is the cleanest fossil fuel and a transitional source of energy as the world moves to renewables. The ADB, which is investing US\$400 million in Mozambique's LNG, says gas results in 50% less carbon emissions than coal-fired energy generation, one of the main sources of electricity in Southern Africa. The continent desperately needs to industrialise and will need energy sources such as LNG for manufacturing.

There is scepticism about how much local beneficiation will be built into the Mozambique gas projects.

Second, there's scepticism about the capacity of Mozambique and its neighbours to take advantage of the gas finds. For now, most of Mozambique's gas is set to be shipped abroad to power European and Asian economies by the multinationals now putting up most of the money.

Africa Energy Chamber's Executive Chairman NJ Ayuk says that while this might be true, 'it is smaller projects at home, such as building compressed natural gas stations, liquefied petroleum gas bottling plants, cement factories, petrochemicals units and fertilizer trains that will determine whether Mozambique is set to embark on renewed economic growth, or on a true African success story.'

Initial plans for an 'African Renaissance pipeline' from the Rovuma Basin in northern Mozambique to South Africa's industrial hub in Gauteng is unlikely to happen due to the cost and insecurity. However Mozambique plans to build an LNG plant in Matola outside Maputo, from where gas could be transported via an existing pipeline to Gauteng, says Leigh Elston, a resource expert from *Zitamar News* in Mozambique. South Africa could also import the LNG.

The third issue raised by sceptics is the extent to which local beneficiation will be built into the Mozambique project. Most of the LNG equipment is sophisticated and job opportunities are highly skilled.

Roelof van Tonder, Director at Africa House, told *ISS Today* that given the guarantees built into the contracts between Mozambique and the oil multinationals, local beneficiation is required. Various export credit agencies worldwide are supporting the project, all of them fully understanding the need for local development, he says.

The Development Bank of Southern Africa has for example given Mozambique a loan to upgrade its energy supply network. South Africa's Industrial Development Corporation is also supporting the project financially. This commitment by South African institutions means there is an interest to ensure supply chain job creation, says Van Tonder.

Given the huge potential in Mozambique and the dire need for jobs in the region, no efforts should be spared to contain the insurgency and tackle the root causes that drive Africans to join extremist groups.



❖ Les ambitions africaines de Daech : quelles perspectives ?

2 novembre 2020

Le 4 juin 2019, l'État islamique (EI ou Daech) a revendiqué deux attentats à la bombe qui ont blessé au moins 18 personnes dans la ville côtière de Derna, dans l'Est de la Libye, la première opération revendiquée par le groupe dans cette ville depuis 2016. Ces attaques, précédées de plusieurs autres, de moindre envergure, menées par Daech dans le Sud du pays entre avril et mai, sont une nouvelle preuve du retour opérationnel croissant de l'organisation en Libye. Cela dit, alors que Daech reste soumis à une pression importante au Moyen-Orient, le groupe a l'ambition d'approfondir sa présence dans toute l'Afrique, et pas seulement en Libye et au Maghreb. Le Sahel et la Somalie ont été les territoires privilégiés d'action de l'organisation, mais le groupe est en train de tenter également de renforcer sa présence dans des zones historiquement marginales dans la géographie du djihad mondial, telles que la République démocratique du Congo (RDC) et le Mozambique. Au cours des deux dernières années, l'EI a réussi à atteindre des cibles à travers la Libye, conformément à son crescendo

opérationnel enregistré depuis 2017. En août 2017, quelques mois après avoir été expulsé de son ancien fief libyen de Syrte (sur la côte), l'EI a fait son retour, se réorganisant dans plusieurs zones du Sud et autour de Syrte, montrant que sa présence en Libye est loin d'être terminée. Déjà à cette époque, le retour opérationnel de l'EI en Libye était considéré comme une menace par les pays extérieurs.

Il s'est confirmé de manière significative en 2018. En novembre, le groupe a mené une attaque contre un poste de police à Tazirbu, dans le district de Kufra. Un mois plus tôt, l'EI avait revendiqué une attaque à Al-Fuqaha, dans le district de Jufra. Si ces attaques montrent la capacité de l'EI à opérer dans le Sud et dans le désert, le groupe a également réussi à atteindre des cibles dans les grands centres urbains du pays, par exemple Tripoli.

Ces tendances opérationnelles montrent qu'après avoir fui Syrte à la fin de 2016, l'EI s'est réorganisé en petits groupes qui se sont dispersés en Libye, capables de frapper dans différentes régions du pays. Cette évolution a également été favorisée par la faiblesse des forces qui avaient réussi à vaincre l'EI à Syrte et qui étaient trop mal équipées pour entreprendre des opérations dans le désert.

Les cellules de l'EI sont maintenant présentes dans les régions autour de Sabha, Ubari, Kufra et Al-Awaynat, en particulier dans les territoires situés dans les régions montagneuses et caractérisées par la présence de vallées éloignées.

De ce point de vue, l'EI reproduit ce que les groupes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ont fait à la suite de l'attaque française dans le Nord du Mali en 2013-2014 : utiliser le Sud de la Libye pour réorganiser ses rangs et se diriger vers le Sahel, pour transformer ce dernier en foyer opérationnel. Au moment de sa montée en puissance entre 2015 and 2016, l'EI n'avait pas réussi à prendre le contrôle des principaux checkpoints et des routes commerciales pour entrer en Libye par le Sahara.

Toutefois, il jouit désormais d'une certaine liberté d'action dans la région, avec l'appui des tribus arabes locales, même si l'EI en Libye lui-même est hautement internationalisé. Les combattants étrangers ont toujours joué un rôle important dans le groupe car la composante libyenne était limitée en nombre. Leur importance au sein des rangs de l'EI a même augmenté. Sur les quelque 700 membres de l'EI en Libye, près de 80 % sont d'origine étrangère selon des sources de l'Africom, avec des combattants venant également de pays comme l'Érythrée et le Ghana, et non pas seulement du Maghreb et des pays sahéliens.

Le Sud de la Libye offre également au groupe un marché de plus en plus important pour le recrutement. L'organisation peut offrir de l'argent et du soutien aux migrants qui arrivent en Libye, dans leur voyage vers l'Europe. De ce point de vue, le groupe est un des agents du marché des mercenaires étrangers qui se développe en Libye depuis quelques années. Cependant, la présence de l'EI ne se limite pas au Sud. L'organisation existe toujours dans le désert méridional de Syrte, en particulier à Bani Walid et Wadi Zamzam. C'est dans ces zones que les forces de l'EI se sont retirées après la défaite de Syrte.

L'attaque de Derna est le symbole de la nouvelle réalité stratégique dans laquelle Daech opère en Libye. L'opération militaire de l'Armée nationale libyenne (ANL) lancée par le général Khalifa Haftar dans l'Ouest en avril 2019 a créé des opportunités pour l'EI dans le reste du pays.

D'un point de vue stratégique, s'installer dans l'Ouest de la Libye signifierait pour Haftar un relâchement inévitable à l'Est et au Sud, car l'ANL n'aurait probablement pas les ressources humaines et logistiques nécessaires pour garantir les mêmes niveaux de contrôle. Il s'agirait d'un cas typique d'étirement excessif qui pousserait probablement certaines des forces vaincues ou marginalisées dans l'Est et le Sud à se réorganiser, surtout si la situation à l'Ouest se détériore ultérieurement, une dynamique

qui pourrait amplement profiter à l'État islamique en Libye.

Au-delà, Daech a l'ambition d'approfondir sa présence dans toute l'Afrique, et pas seulement en Libye et au Maghreb. Petit rappel historique pour comprendre les liens fonctionnels entre le continent et le djihad mondial : le Maghreb — la Libye en particulier — a été la première région africaine dans laquelle Daech s'est développé après son émergence en Irak et en Syrie. Cependant, le groupe a également réussi à se frayer un chemin en Afrique subsaharienne et sa présence dans les territoires situés au sud du Sahara n'est pas une totale nouveauté.

En fait, l'EI a commencé à devenir un acteur africain dès les débuts de son ascension mondiale.

À la mi-2015, des groupes d'Afrique du Nord et de l'Ouest ont commencé à prêter allégeance à Al-Baghdadi. À l'origine, en mars 2015, le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, avait promis sa *bay'ah* à Al-Baghdadi et le groupe a pris le nom de Province de l'État islamique dans l'Afrique de l'Ouest (ISWAP). Toutefois, un an plus tard, ce mouvement s'est scindé en deux. Shekau était considéré comme trop extrémiste par les dirigeants de Daech, et plusieurs hauts responsables du groupe se sont séparés de ses forces. Mamman Nour et Abou Moussab al-Barnawi (fils de Mohammed Yusuf, le fondateur de Boko Haram) ont donc créé un nouveau groupe qui a attiré un nombre croissant de militants. Ils ont conservé le même nom et ils ont été reconnus par Daech officiellement. Mamman Nour aurait été tué en septembre 2018 par des membres de son propre groupe.

Selon les rumeurs qui circulaient à la fin du mois de février 2019, Al-Barnawi aurait été remplacé par un inconnu, Abu Abdullah Ibn Umar al-Barnawi. Aux environs de la mi-2015 également, Adnane Abou Walid al-Sahraoui, un dirigeant d'Al-Mourabitoune, a également pris un engagement de *bay'ah* envers Al-Baghdadi. Ce serment d'allégeance a néanmoins été rejeté par le chef d'Al-Mourabitoune, Mokhtar Belmokhtar, qui l'a écarté en considérant qu'il s'agissait uniquement d'un engagement individuel, n'impliquant donc pas tout le groupe. À ce stade, Al-Sahraoui et d'autres membres d'Al-Mourabitoune pro-Daech ont fait défection pour former l'État islamique au Mali, qui a été renommé État islamique dans le Grand Sahara quelques semaines plus tard.

Cependant, dans ce cas, Daech a adopté une approche attentiste et n'a accepté la *bay'ah* que lorsque le groupe de Al-Sahraoui s'est montré capable de mener plusieurs attaques remarquables, montrant ainsi sa valeur stratégique aux yeux de l'organisation.

La Somalie est une autre aire de développement cruciale pour la présence de Daech en Afrique. En 2015 a émergé l'État islamique en Somalie (ISS), un groupe dissident d'Al-Shabab, dirigé par Abdulqadir Mumin. En 2016, un autre groupe dissident d'Al-Shabab a rejoint Daech : Jahba East Africa. Considéré comme une menace plus idéologique que physique, le groupe a été créé par Mohamed Abdi Ali. Il comprenait des combattants somaliens et d'autres venus d'Ouganda, du Kenya et de Tanzanie, qui formaient le bloc des « combattants étrangers » au sein d'Al-Shabab. Sa zone d'influence a été limitée au Nord-Est de la Somalie, au Puntland, une région qui s'est autodéclarée autonome en 1998.

Numériquement, Daech en Somalie fait pâle figure face à Al-Shabab ; il ne compterait que quelques centaines de combattants contre plusieurs milliers pour l'organisation affiliée à Al-Qaïda. Néanmoins, à partir de 2018, l'État islamique en Somalie a considérablement étendu ses opérations dans le pays. En mai 2019, le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) a déclaré qu'une frappe aérienne américaine avait tué 13 combattants de l'État islamique dans les montagnes de Golis. En avril, AFRICOM avait aussi révélé avoir tué Abdulhakim Dhuqub, le chef adjoint de l'organisation en Somalie. Cette focalisation des États-Unis sur l'ISS montre que l'organisation, malgré ses effectifs limités, est considérée comme une menace émergente.

Cependant, alors que Daech reste soumis à une pression importante au Moyen-Orient et dans ses territoires « historiques » du Machrek, et malgré la reprise partielle de ses opérations en Syrie et l'escalade en Égypte, particulièrement au Sinaï, ses membres ont commencé à chercher à établir de nouveaux avant-postes et à renforcer leur présence dans plusieurs pays des zones de l'Afrique subsaharienne historiquement marginales dans la géographie mondiale du djihad. Paradoxalement, la logique qui pousse Daech à approfondir sa présence sur le continent africain est la même que celle qui a poussé le groupe à rechercher des alliés locaux au moment de son ascension : montrer qu'il est capable de mener un djihad véritablement global, avec quelques nuances toutefois.

Au moment de son ascension, Daech voulait montrer qu'il devenait rapidement un acteur mondial. Les territoires syriens et irakiens qui faisaient partie de son propre califat étaient simplement le centre d'irradiation de son influence, le point de départ de l'émergence de Daech en tant qu'acteur véritablement international et en tant que force dominante dans le monde djihadiste.

À cette époque, la marque émergente « Daech » était un outil d'influence puissant, car il était exploité par des groupes et des dirigeants du monde entier qui

voulaient renforcer leurs références, leur légitimité, leur pouvoir et qui devaient également défier les anciens dirigeants locaux, comme cela a été le cas au Sahel pour la séparation entre Sahraoui et Belmokhtar.

Aujourd'hui, le groupe doit renforcer sa présence en Afrique pour montrer qu'il reste un acteur véritablement mondial. Malgré la défaite et les pertes territoriales en Syrie et en Irak, il veut prouver sa capacité non seulement à mener des attaques importantes en divers lieux du globe, mais aussi à exploiter les tensions ethniques et raciales, les clivages socio-économiques ou encore les faiblesses de la gouvernance locale, ainsi qu'à attirer les milices locales et à s'immiscer dans des conflits de longue durée. C'est pourquoi il s'intéresse également à des aires géographiques qui n'avaient pas été jusque-là opérationnellement prioritaires pour les organisations djihadistes, telles que la République démocratique du Congo (RDC) et le Mozambique.

En RDC, Daech a revendiqué en avril 2019, par son agence de propagande Amaq, l'assaut qui a visé une caserne de l'armée congolaise dans un village aux confins du Nord-Est. Cela est considéré comme le première attaque de Daech en Afrique centrale. Le groupe a établi des relations avec une organisation locale djihadiste, les Forces démocratiques alliées (ADF).

Actives depuis 1996, les ADF se sont implantées dans la région du Nord-Kivu, près des monts Ruwenzori, non loin de la frontière ougandaise. Elles ont officialisé leur allégeance à Daech en octobre 2017, après avoir tué deux Casques bleus de l'ONU. Les ADF auraient changé de nom, devenant Madinat al-Tawhid wa-l-Muwahidin (MTM, « la ville du monothéisme et des monothéistes ») et auraient adopté des symboles similaires à ceux de Daech. Cependant, les liens restent particulièrement ténus et rien ne prouve que l'État islamique ait réussi à renforcer le groupe en lui fournissant de l'argent et des militants. De plus, ADF/MTM n'est que l'un des quelque 140 groupes armés actifs dans les provinces orientales du Kivu. Au Mozambique, la présence croissante de l'EI se fait particulièrement sentir.

Le Mozambique est un pays à majorité chrétienne, mais il compte une population musulmane importante, qui représenterait environ 17 % de la population, bien que certains affirment qu'elle en constituerait jusqu'à 40 %. Cette minorité musulmane est concentrée dans le Nord du pays, et c'est là que Daech avance, dans la province de Cabo Delgado. Cette zone a vu l'émergence d'un groupe djihadiste connu sous le nom d'Ansar al-Sunna (« Partisans de la Tradition »).

Les habitants l'appellent également Ansar al-Sharia. Il a été créé par des partisans du religieux radical kényan Aboud Rogo Mohammed qui se sont installés au Mozambique après sa mort en 2012. Le groupe est formé de membres qui sont pour la plupart des Mozambicains, mais il comprend également des combattants étrangers de Tanzanie et de Somalie. Jusqu'à récemment, le groupe ne s'était pas publiquement engagé à faire allégeance à Al-Qaïda ou à l'État islamique.

Cependant, il était clair que l'organisation djihadiste mondiale accordait de plus en plus d'attention à ses activités. Les médias pro-Daech ont diffusé des images de combattants mozambicains, en les appelant « soldats du califat au Mozambique » et déclarant qu'une déclaration d'allégeance était imminente. En juin 2019, Daech a annoncé pour la première fois sa présence dans le pays, affirmant qu'il avait réussi à repousser une attaque de l'armée du Mozambique à Metubi, un village situé près de Mocimboa da Praia. Toutefois, les forces de sécurité du Mozambique ont démenti ces affirmations en les qualifiant de propagande.

Certes, il s'agissait avant tout pour Daech d'une opération de relations publiques confirmant sa montée en puissance en Afrique. Cependant, la situation de Daech au Mozambique est légèrement différente de celle en RDC. Si Daech n'a probablement pas réussi non plus à y faire venir des combattants, de l'argent et des armes, le djihad local y apparaît plus fort et mieux organisé que les ADF en RDC. Depuis 2017, la présence d'une insurrection islamiste locale de plus en plus nombreuse et efficace a représenté un problème important pour les autorités locales. La consolidation des liens entre celle-ci et l'EI et une coordination plus étroite de leurs programmes sont susceptibles de renforcer la présence de Daech au Mozambique. Dans sa tentative d'exploiter les situations de conflit à travers le continent africain, il n'est pas surprenant non plus que l'organisation manifeste un intérêt croissant pour ce qui se passe au Soudan, où le groupe a déjà une présence beaucoup plus établie et des liens significatifs.

Daech a clairement été affaibli au cours des dernières années. Cela ne signifie pas pour autant l'imminence de sa fin. Sa relance opérationnelle dans le continent africain a montré sa capacité à exploiter les conflits locaux ainsi que les clivages ethniques, sociaux et géopolitiques du continent. Il est vrai que, dans certains cas, les revendications de l'EI sont plus des effets de communication que la preuve d'une réelle présence territoriale et opérationnelle. Cependant, sa pénétration actuelle dans des pays et des territoires comme la Libye, le Sahel, la Somalie et le Mozambique est un rappel de ses capacités. L'objectif est clair : Daech souhaite rester un acteur mondial et le continent africain offre de nombreuses opportunités pour poursuivre cette ambition. Daech a montré qu'il

comprendait les clivages à l'œuvre dans de nombreux pays africains — pas seulement dans ceux où sa présence était historiquement forte — et qu'il était prêt à les exploiter. Toutes ses branches en Afrique ne représentent pas une menace majeure pour la France, l'Europe et le monde. Mais sa présence croissante est une tendance stratégique à prendre en compte et le chaos au Soudan laisse à penser que le groupe pourrait bientôt exploiter ce conflit aussi.

Pour Paris, le groupe a représenté une menace majeure au cours des dernières années, comme en témoignent les attaques sur le territoire français. En Afrique, notamment au Maghreb et au Sahel, la France a choisi de soutenir les « hommes forts », militairement et diplomatiquement. Paris les perçoit comme une barrière contre le radicalisme et le djihadisme. Et, de même qu'au Nord du Mali en 2012 et 2013, la France est disposée à agir militairement pour empêcher les groupes djihadistes de prendre le pouvoir. Cependant, cette stratégie peut être très coûteuse politiquement, militairement et financièrement. Cette stratégie de soutien aux autocrates pourrait certes aider à réduire les risques immédiats, mais pas nécessairement de manière durable. Les groupes djihadistes en Afrique ont montré un degré important de résilience.

Une stratégie axée uniquement sur le confinement ne réduira guère la menace d'un point de vue stratégique. Bien que l'Afrique puisse encore être marginale dans les équilibres diplomatiques mondiaux, l'histoire du Djihad nous rappelle que les dynamiques locales peuvent avoir un impact global. Al-Qaïda a entamé son processus de mondialisation complète en Afrique dans les années 1990, et cette tendance a conduit aux attentats du 11 septembre 2001. C'est une leçon qu'il ne faut pas oublier : à Paris, à Bruxelles, à Washington, et dans le reste du monde.



II - REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

❖ Tunisie - Etats-Unis

octobre 2020

Le chef du Pentagone, Mark Esper, a signé, lors de sa première visite sur le continent africain, un accord de coopération militaire de dix ans avec la Tunisie, saluant un rapprochement pour faire face à la dégradation de la sécurité en Libye. Le rôle des États-Unis auprès de l'armée tunisienne s'est développé ces dernières années, notamment dans les domaines de la formation et de l'équipement pour la lutte antiterroriste, mais aussi dans le renforcement de la sécurité à la frontière avec la Libye voisine.

« Nous nous réjouissons d'approfondir cette relation afin d'aider la Tunisie à protéger ses ports et ses frontières et à faire reculer le terrorisme », a déclaré M. Esper après avoir rencontré le président tunisien Kais Saïed. L'objectif est de faire face « aux extrémistes violents qui représentent une menace », mais aussi « à nos concurrents stratégiques la Chine et la Russie », a-t-il ajouté devant les tombes de soldats américains tombés en Afrique du Nord.

La Tunisie, considérée depuis 2015 par Washington comme un allié « majeur » dans la région, a été un appui discret mais crucial dans le dossier libyen. La Libye est minée depuis la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011, par des conflits internes, encore exacerbés par la présence de djihadistes internationaux et l'ingérence de pays étrangers. Les États-Unis, qui avaient apporté un appui aérien à la coalition de l'OTAN pour faire tomber le dictateur, sont depuis en retrait, se limitant essentiellement à des frappes contre des repaires djihadistes. Signe des liens grandissants entre Tunis et Washington, les deux pays mènent régulièrement des exercices militaires conjoints. Depuis la chute du dictateur tunisien Zine El-Abidine Ben Ali en 2011, les États-Unis ont en outre investi un milliard de dollars dans l'armée tunisienne, selon la défense américaine.

L'accord signé, une feuille de route dont le contenu n'a pas été détaillé, court sur dix ans afin d'établir une relation longue permettant d'assurer la formation et l'après-vente en cas de cession d'armement sophistiqué, indique-t-on dans l'entourage de M. Esper. L'utilisation de l'espace aérien tunisien n'a pas été évoquée mercredi et le déploiement d'une base permanente n'est pas considéré comme acceptable par la Tunisie, a indiqué une autre source américaine. Face aux réticences de la population tunisienne, les autorités ont maintes fois démenti la présence de bases américaines en Tunisie. Mais la présence d'un escadron américain chargé d'opérer des drones au sein d'une base tunisienne à Bizerte avait été confirmée lors d'un procès en cour martiale en 2017 aux États-Unis, dont la presse spécialisée américaine s'était fait l'écho. « Il y a eu un regain d'intérêt » des États-Unis pour la Tunisie et le Maroc, deux partenaires de longue date, « car la région est devenue plus stratégique ces dix dernières années » avec la montée en puissance des groupes djihadistes en Libye et dans le Sahel, indique le politologue tunisien Youssef Cherif. « Mais la Tunisie ne semble pas avoir donné son aval (à Washington) pour utiliser son espace aérien et son territoire afin de mener des attaques », affirme-t-il à l'AFP. En mai, le commandement américain pour l'Afrique avait dit envisager l'envoi de troupes supplémentaires en Tunisie au vu de la dégradation de la situation en Libye, déclenchant une levée de boucliers dans le pays. L'Africom avait ensuite précisé que ces troupes seraient uniquement chargées de formations et non de combat. A Tunis, M. Esper a également rencontré son homologue tunisien Ibrahim Bartagi, qui a souligné « l'importance du soutien des États-Unis dans le domaine de la sécurité des frontières », notamment grâce à la surveillance électronique, selon le ministère de la défense. Les deux hommes ont évoqué le rôle de la Tunisie au Mali, pays frappé par des attaques djihadistes où Tunis a déployé des troupes sous la bannière de l'ONU depuis l'an dernier. M. Esper a souligné « l'importance d'une armée apolitique », à la veille de sa visite à Alger, la première visite d'un ministre américain de la défense depuis 2006. En Algérie, depuis février 2019, le pouvoir appuyé par les militaires fait face à une contestation populaire inédite, le Hirak, entravée par l'arrivée du coronavirus en mars. Le ministre américain achèvera sa tournée vendredi à Rabat, autre allié « majeur » dans la région.

❖ Maroc - États-Unis

2 octobre 2020

Le Maroc et les États-Unis ont signé à Rabat un accord de défense militaire, que les deux parties ont qualifié d'"historique". La signature du traité, appelé "Feuille de route pour la coopération en matière de défense 2020-2030 entre le Royaume du Maroc et les États-Unis d'Amérique", a coïncidé avec la visite du secrétaire d'État américain à la Défense, Mark Esper. Le chef du Pentagone a entamé une tournée en Afrique du Nord dans des pays comme l'Algérie et la Tunisie pour discuter de l'instabilité au Sahel et de la lutte contre les groupes djihadistes qui se répandent dans le nord du Burkina Faso, au Niger, au Mali, au Tchad, dans le sud de la Tunisie et en Algérie, ainsi que de la région troublée du lac Tchad et de la guerre en Libye.

L'accord signé entre Washington et Rabat ouvre la voie à une coopération totale dans le domaine militaire stratégique, l'acquisition d'armes et d'équipements, la formation militaire dans tous les secteurs, ainsi que le renseignement entre les deux pays, indique le quotidien marocain Le 360. Le ministre délégué à l'administration de la défense nationale, Abdellatif Loudiyi, le ministre des affaires étrangères, Nasser Bourita, et le chef de la défense américaine, Mark Esper, étaient présents lors de la signature. Esper a rappelé la longue et étroite collaboration entre Rabat et Washington, "depuis longtemps", et a rappelé que le Maroc a été le premier pays à reconnaître l'indépendance des États-Unis : "Le Royaume du Maroc est un pays leader en matière militaire. Cet accord établit effectivement une feuille de route pour la consolidation de la coopération bilatérale", a déclaré le haut fonctionnaire américain lors de la conférence de presse.

Pour sa part, Bourita a voulu souligner "le rôle du Maroc comme garant de la paix et de la sécurité régionale dans un environnement géostratégique très instable". Washington est le principal fournisseur d'armes et d'équipements militaires des Forces armées royales marocaines (FAR), et une fois par an, sauf en 2020 en raison de la pandémie, le Corps africain de l'armée américaine organise sur le territoire marocain des exercices qui sont parmi les plus importants en termes de ressources mobilisées.

Selon l'agence officielle MAP, lors de la visite de l'Esper au quartier général des FAR, Loudiyi a proposé que les États-Unis investissent au Maroc dans le secteur de l'industrie de la défense "afin de favoriser le transfert de technologie et l'autonomie stratégique du Maroc".

❖ Soudan

3 octobre 2020 - ONU

« La signature de l'accord de paix de Juba signale le début d'une nouvelle ère pour le peuple du Soudan », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans un message vidéo diffusé sur son compte Twitter. Le Secrétaire général a indiqué que la signature de cet accord représente une étape majeure sur le chemin pour atteindre une paix durable et un développement inclusif. Il a félicité les signataires pour avoir œuvré envers « l'objectif commun de la paix » malgré les difficultés causées par la pandémie de Covid-19. Il a également salué le gouvernement du Soudan du Sud pour avoir facilité ces négociations dans des circonstances difficiles. « La cérémonie d'aujourd'hui a un sens particulier pour le peuple du Darfour, offrant de l'espoir pour un avenir plus pacifique et prospère », a dit M. Guterres, ajoutant que les Nations Unies sont fières d'avoir soutenu le chapitre des pourparlers consacré au Darfour à travers sa Mission conjointe avec l'Union Africaine (MINUAD) dans cette région de l'est du Soudan.

« Maintenant, il est important que l'accord se traduise par des améliorations tangibles dans la vie des gens », a insisté le chef de l'ONU. « Alors que nous regardons de l'avant, nous savons que réaliser une paix complète, inclusive et dans tout le pays requiert la présence de toutes les parties autour de la table », a-t-il ajouté. M. Guterres a appelé le Mouvement de libération du peuple du Soudan-Nord Abdelaziz Al-Hilu à s'engager pleinement dans les négociations et à saisir l'opportunité présentée par la signature récente de l'accord, sur le principe, avec le Premier Ministre soudanais, Abdalla Hamdok, à Addis Abeba. Il a également appelé l'Armée de libération du Soudan Abdel Wahid Al-Nour à « rejoindre

immédiatement » le processus de paix. « Assurer une mise en œuvre réussie requiert des engagements soutenus et la collaboration de toutes les parties pour le bien-être du Soudan », a souligné le Secrétaire général. « Les Nations Unies ont hâte de soutenir ces chemins historiques vers la paix ».

❖ Somalie - Turquie

9 octobre 2020 - Agence Ecofin

La Somalie, assistée par des cabinets suisse, anglais et allemand, a signé un nouvel accord de concession de 14 ans avec Albayrak, pour la gestion et le développement du port de Mogadiscio. Le groupe turc investira \$50 millions dans le cadre d'un plan quinquennal. La ministre somalienne des Ports et des Transports maritimes, Mariam Aweis Jama, a signé le 8 octobre, au nom du gouvernement fédéral de la Somalie, un nouvel accord de concession de 14 ans avec le groupe Albayrak de Turquie, pour la réhabilitation et l'exploitation du port de Mogadiscio. Les deux parties ont convenu d'une collaboration plus ambitieuse alors qu'Albayrak exploite déjà le port depuis 2013.

Le nouvel accord implique la poursuite de la gestion exclusive du terminal portuaire et des services maritimes par Albayrak, en vertu d'un accord révisé de partage des revenus ; la mise sur pied d'un programme quinquennal de réhabilitation et d'investissement de 50 millions de dollars pour protéger les actifs portuaires et répondre à l'augmentation des flux commerciaux ; la mise en œuvre d'un système d'exploitation du terminal à la fine pointe de la technologie pour accroître l'efficacité et la qualité des services. L'accord stipule également le respect des conventions internationales ainsi que des normes internationales de qualité et de sécurité pour

accroître l'attractivité du port. Il est prévu en outre la mise sur pied d'un processus de planification et d'approbation pour le développement à long terme du port de Mogadiscio au-delà des cinq premières années. Tout au long du processus de révision de l'accord, la Somalie s'est faite accompagnée par le suisse Africa Enablers en tant que conseiller financier et transactionnel, le cabinet allemand Inveni Portum comme conseiller technique et Clyde & Co du Royaume-Uni a assuré le conseil juridique.

❖ Soudan - Russie

12 octobre 2020

Dans le cadre de la coopération militaire entre Khartoum et Moscou, la Russie a octroyé un navire-école militaire au commandement des forces navales soudanaises. La cérémonie de remise a eu lieu à la base navale du Port Soudan en présence d'une délégation russe de haut niveau, du gouverneur de l'État de la mer Rouge, du commandant de la zone militaire, de plusieurs commandants des forces navales et de représentants des industries de la défense. Lors de la cérémonie, l'amiral Haj Ahmed Yousuf a déclaré que le navire était considéré comme un véritable ajout aux capacités de formation des forces navales soudanaises, saluant le soutien de la Russie à cet égard.



❖ Algérie - Mali

16 octobre 2020 - Le Monde/AFP

L'Algérie veut s'imposer comme un acteur clé dans la crise au Mali, son voisin du sud, qu'elle considère comme sa profondeur géostratégique. Mais a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Des analystes en doutent. Le pays, soucieux des risques d'instabilité à ses frontières, entend jouer un rôle actif sur la scène régionale, en Libye et au Sahel – avec plus ou moins de succès. Pour preuve : les deux visites depuis le putsch au Mali, le 18 août, du chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, premier membre d'un gouvernement étranger à se rendre à Bamako. Lors d'une visite à Alger, jeudi 15 octobre, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian,

a estimé que l'Algérie est « une puissance d'équilibre qui privilégie le règlement politique des conflits dans un cadre multilatéral ». « L'Algérie a une voix qui compte en Afrique comme en Méditerranée », a-t-il dit. « La solution au Mali sera à 90 % algérienne », martèle de son côté le président algérien, Abdelmadjid Tebboune. Pour cela, Alger veut ressusciter l'accord de paix de 2015 entre Bamako, les groupes armés progouvernementaux et l'ex-rébellion indépendantiste à dominante touareg du nord, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). Un accord négocié sous sa tutelle, en tant que chef de file de la médiation internationale, mais dont l'application déjà poussive a été paralysée par la crise politique. Plus de trois mois se sont écoulés entre la 40^e session du comité de suivi de l'accord, en juin, et une réunion de reprise de contact, le 1^{er} octobre. « Ils n'y croient sans doute pas eux-mêmes, mais c'est une façon pour eux de s'imposer dans la médiation et de dire : "Vous ne ferez rien sans nous" », analyse Marc-Antoine Pérouse de Moncton, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). « Leur ligne directrice, c'est éviter que les revendications indépendantistes des Touareg et les troubles au Mali et au Niger ne rejaillissent sur l'Algérie », résume-t-il. C'est que le Mali est dans « la sphère stratégique » de l'Algérie, avec laquelle il partage près de 1 400 km de frontière.

« Les conflits répétés, la fragilité sécuritaire et la faiblesse de l'État au Mali affectent directement l'Algérie », confirme Ahmed Kerrouche, expert algérien des questions militaires. Il rappelle la sanglante prise d'otages sur le site gazier d'In Amenas (sud-est), en janvier 2013, par 32 djihadistes venus du Mali. L'opération avait été revendiquée par le groupe de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar comme des représailles à l'intervention militaire lancée par la France contre les djihadistes dans le nord du Mali. « L'Algérie est idéalement placée pour peser de tout son poids au Mali », souligne Louisa Aït Hammadouche, professeure de sciences politiques à l'université d'Alger : « Elle en a les capacités, mais surtout, elle en a besoin. » Toutefois, elle est bridée par des faiblesses structurelles : « Une économie non productive, une situation politique instable et une armée puissante mais non formée à la projection de ses forces », énumère la spécialiste. Cette dernière carence pourrait disparaître puisque l'Algérie s'apprête à autoriser, via un amendement constitutionnel soumis à référendum le 1^{er} novembre, le déploiement de son armée – la deuxième plus puissante d'Afrique – à l'étranger, au sein de missions de maintien de la paix. Si l'Algérie n'est pas officiellement présente sur le terrain, elle garde une influence sur les groupes du nord du Mali, dont beaucoup de membres ont la nationalité algérienne, principalement dans la région de Kidal.

Elle détient aussi un atout avec l'accord de 2015, auquel tous les protagonistes de la crise se réfèrent, quelles que soient leurs arrière-pensées sur un processus qui n'a pas empêché une propagation des violences. « *La mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation doit être redynamisée sans tarder* », a déclaré le président malien de transition, Bah Ndaw, le 9 octobre lors du premier conseil des ministres. Les formations politico-militaires auxquelles l'accord fait miroiter des pouvoirs importants et des ressources pour les cinq régions administratives du nord peuvent y trouver leur intérêt. Pour participer à la transition, la CMA a expliqué avoir exigé de la junte des assurances quant à son « *attachement à l'accord* ». Puis elle a exhorté le gouvernement de transition à « *travailler d'arrache-pied* » pour sa mise en œuvre. Si les intentions d'Alger restent difficiles à décrypter, « *on devine facilement ce qu'elle ne veut pas* », observe Elie Tenenbaum, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) : une autonomie des Touareg maliens qui pourrait inspirer les Touareg algériens. Selon lui, l'Algérie « *ne veut pas de forces françaises trop près de ses frontières, pas de résolution du conflit sans s'assurer un rôle central* ». « *Mais derrière tous ces "non", existe-t-il un projet positif d'une architecture de sécurité ? On peine à le voir* », pointe-t-il.

❖ RCA - Russie

16 octobre 2020

Depuis le début de sa coopération militaire avec le gouvernement centrafricain de Faustin-Archange Touadéra il y a trois ans, la présence russe est de plus en plus visible : instruction militaire, accompagnement des FACA dans leur déploiement sur le terrain, protection des mines et jusqu'à la présidence... Une coopération militaire promise à un bel avenir, selon cette dernière.

Des sources officielles vont jusqu'à évoquer aujourd'hui un effectif d'un millier d'hommes déployés dans ce pays, en très grande majorité des membres de la société militaire privée Wagner, qui appartient à un proche de Poutine. Hier, le président centrafricain a accueilli en grandes pompes à l'aéroport de Bangui un don russe : des blindés qui ont donc paradé dans les rues de la capitale centrafricaine devant une foule en liesse mobilisée pour l'occasion.

« *La coopération militaire entre la Centrafrique et la Russie est en train de monter en puissance* », s'est réjoui Albert Yaloké Mokpémé, le porte-parole de la présidence centrafricaine, après avoir assisté à la parade. Après ce premier lot de dix blindés réceptionnés hier, dix autres sont attendus en décembre. Et les deux pays ne vont pas en rester là,

toujours selon notre source. La Russie a promis d'installer d'ici la fin de l'année une mission militaire à Bangui. Son objectif sera d'appuyer la reconstruction de l'armée en aidant à mettre en place durant la même période une garnison militaire dans l'ouest du pays. Enfin, la Russie s'est engagée à accueillir dans les plus brefs délais une centaine d'officiers FACA dans ses académies militaires.

La Russie continue donc d'avancer ses pions dans ce pays du pré-carré français, au grand dam de Paris. Le porte-parole présidentiel Yaloké Mokpomé s'est voulu rassurant. « *Il y a de la place pour tout le monde*, dit-il, *en expliquant que « tous ceux qui peuvent nous aider à relever les FACA sont les bienvenus »*.

Mais pour l'un des principaux opposants centrafricains qui s'est exprimé sous anonymat afin de ne pas froisser les Russes, « *c'était une opération de com', un spectacle à but électoraliste* », a-t-il lancé, estimant que « *l'efficacité de l'apport russe reste encore à démontrer d'autant que l'influence des groupes armés continue de s'accroître sur le terrain* ».



❖ Somalie

16 octobre 2020 - RFI

Les shebabs somaliens, groupe terroriste affilié à al-Qaïda, ont mis en place de puissants réseaux de financement à travers le pays. C'est ce qu'affirme le Conseil de sécurité des Nations unies dans un rapport qui n'a pas encore été rendu public, mais que le quotidien américain The New York Times s'est procuré. Ces réseaux mafieux extorquent des fonds et les recyclent via les banques somaliennes dans l'immobilier et le commerce. Les shebabs ne sont pas seulement un groupe terroriste, ils forment aussi une mafia puissante, riche et infiltrée dans l'économie somalienne. C'est ce qui ressort d'un rapport d'experts commandé par le Conseil de sécurité des Nations unies. Ce rapport décrit la façon dont l'organisation rackette les commerçants, les transporteurs sur les routes du sud et du centre du pays, mais aussi jusqu'au port de Mogadiscio, où les importateurs sont victimes de chantage. Les experts ont estimé qu'entre décembre 2019 et août 2020, les shebabs ont ainsi généré 13 millions de dollars de revenus. Mais ils ne se contentent pas de collecter des fonds. Ils utilisent le système bancaire somalien et le paiement par mobile, à la fois pour rediriger l'argent vers d'autres zones du pays et pour l'investir dans des commerces et dans l'immobilier. La Salaam Somali Bank a ainsi été infiltrée et utilisée à grande échelle par l'organisation, sans que personne ne s'en rende compte. Les shebabs qui financent, selon certaines estimations, 4 000 hommes armés, génèrent d'importants excédents relève le rapport. Les autorités somaliennes se disent consciente du problème et déterminée à combattre l'emprise économique des shebabs.

❖ Libye - ONU

23 octobre 2020

« Je félicite les parties d'avoir fait passer l'intérêt de leur nation avant leurs divergences », a déclaré M. Guterres lors d'un point de presse au siège des Nations Unies à New York. « Trop de gens souffrent depuis trop longtemps. Trop d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts des suites du conflit », a-t-il ajouté. L'accord a été négocié dans le cadre de la Commission militaire mixte libyenne 5 + 5, et les pourparlers ont été facilités par les Nations Unies sur la base des résolutions 2510 et 2542 du Conseil de sécurité. Il est le résultat de quatre séries de négociations tenues depuis février cette année. Le cessez-le-feu fait également suite à une réunion au début du mois coprésidée par le Secrétaire général de l'ONU et le Ministre allemand des affaires étrangères.

Le chef de l'ONU a remercié sa Représentante spéciale par intérim pour la Libye et cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies pour ce pays (MANUL), Stéphanie Williams, qui a accompagné les parties libyennes dans cet effort. Lors d'une conférence de presse à Genève, Mme Williams a indiqué qu'il s'agissait d'un accord de cessez-le-feu « complet, national et permanent avec effet immédiat ». Les belligérants ont convenu que toutes les unités militaires et les groupes armés en première ligne retourneront dans leurs camps. Cela s'accompagnera du départ de tous les mercenaires et combattants étrangers de tous les territoires libyens - terrestre, aérien et maritime - dans un délai maximum de trois mois à compter de ce jour. « Le cessez-le-feu ne s'applique pas aux groupes terroristes désignés par l'ONU », a précisé Mme Williams.

Le Secrétaire général a remercié « tous les pays qui soutiennent cette médiation » et a appelé toutes les parties prenantes et les acteurs régionaux à respecter les dispositions de l'accord de cessez-le-feu et à assurer sa mise en œuvre sans délai. « Je demande à la communauté internationale d'aider les Libyens à mettre en œuvre le cessez-le-feu et à mettre fin au conflit.

Cela comprend le respect total et inconditionnel de l'embargo sur les armes du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté. Il a exhorté les parties libyennes à maintenir l'élan actuel et à faire preuve de la même détermination pour parvenir à une solution politique au conflit, résoudre les problèmes économiques et faire face à la situation humanitaire. M. Guterres a indiqué que la MANUL se préparait à reprendre le Forum de dialogue politique libyen. « Il n'y a pas de solution militaire au conflit en Libye. Cet accord de cessez-le-feu est une étape cruciale. Il reste encore beaucoup de travail à faire », a-t-il dit.

Dans le contexte de ses appels répétés à un cessez-le-feu mondial pour concentrer les énergies sur la pandémie de Covid-19, le Secrétaire général a estimé que le moment était venu de mobiliser tous les efforts pour soutenir les médiations en cours pour mettre fin aux conflits au Yémen, en Afghanistan, en Arménie et en Azerbaïdjan.



❖ Côte d'Ivoire

Caroline DUMAY - 26 octobre 2020

Entre armée, police et gendarmerie, 35 000 hommes seront mobilisés pour la sécurisation de la présidentielle du 31 octobre 2020. L'opération a été dénommée "Barrissement de l'éléphant". Pour le général Doumbia Lancina, chef d'état-major des Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI), ce nom a été choisi parce que l'agresseur recule quand l'éléphant barrit. Les autorités feront tout pour "dissuader" tous ceux qui voudraient déranger le bon déroulement du scrutin ajoute-t-il. Cependant, les tensions qui secouent les forces de sécurité du pays, ajoutées aux putsch militaires au Mali cette année et au Burkina-Faso en 2015, inquiètent la population. Plusieurs fois restructurées, les forces de sécurité ivoiriennes ont été reprises en main depuis 2017 par Hamed Bakayoko, ministre de la Défense et Premier ministre.

En 2011, à la fin de la guerre civile, il y avait, du côté des "rebelles", 74 000 combattants à démobiliser. Une nouvelle armée "unifiée" est mise en place regroupant, d'une part, les FRCI (Forces armées républicaines de Côte d'Ivoire) composées des "ex-rebelles" nordistes favorables à Alassane Ouattara, et, d'autre part, les FDS (Forces de Défense et de Sécurité), constituées d'ex-loyalistes, soutiens de Laurent Gbagbo. L'objectif était alors de parvenir à un effectif de 22 000 soldats, dont 8 400 "ex-rebelles". Pour le nouveau président Ouattara, l'enjeu du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) engagé était un pari autant politique que sécuritaire. Il s'agissait de privilégier l'unité nationale entre le nord musulman et le sud chrétien. Mais cette volonté de mettre en place une armée multi-ethnique n'a pas vraiment connu de succès. En effet, le haut commandement a été monopolisé par les ex-officiers nordistes, qui ont été promus au détriment d'officiers loyalistes des FDS, qui, parfois étaient mieux entraînés et plus compétents. En 2016, le gouvernement réalise que l'armée n'a pas la confiance de la population, qu'elle est mal commandée et sous-équipée.

Tardivement, il entame une réforme des forces armées alors que la colère de la troupe gronde. «Les mutineries de mai 2017 ont fait éclater au grand jour les failles de la nouvelle institution. Le groupe des 8 400 'ex-rebelles' a commencé à s'imposer" confie Moussa, un ex-officier "rebelle" (son nom a été modifié à sa demande). Quand le soulèvement s'est déclaré à Bouaké, l'état-Major a envoyé des troupes. "Mais la colonne, dirigée par l'ex-chef de guerre rebelle Wattao, s'est arrêtée net à Yamoussoukro. Comprenant les revendications des mutins, les soldats ont refusé de se battre contre leurs frères d'armes", raconte Moussa. C'est sur des questions d'argent que

les soldats se sont unis contre les autorités. Pour avoir gagné la guerre et être entrés dans Abidjan, les "ex-rebelles" avaient reçu chacun entre 2 et 4 millions de francs CFA (entre 3 et 6000 euros), bien moins que ce qu'on leur avait promis. Après la mutinerie de 2017, ils ont récupéré 12 millions de francs CFA (18 200 euros) supplémentaires. Ceux qui avaient quitté l'armée loyaliste pour rejoindre les rangs des "rebelles" ont même reçu un pactole supplémentaire, puisque leurs arriérés de salaires ont fini par leur être versés. Ces mesures, censées pacifier l'armée, ont fait bien des jaloux. "Certains ont été payés et pas d'autres ? Est-ce que cela signifie que ceux qui ont gagné la guerre ont plus de valeur que les autres ?" fait remarquer Serge, ex membre des FDS (son nom a été modifié à sa demande) qui a toujours été loyaliste. L'officier, dont le nom a une consonance baoulé, fait aussi remarquer que les Traoré, Ouattara, ou tout autre officier portant un patronyme nordiste, recevaient primes et promotions alors que lui stagnait. Face au manque de cohésion de son armée, l'État ivoirien avait changé son fusil d'épaule dès 2016 en rebaptisant les FRCI, désormais connues sous le nom de Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI).

En janvier 2017, grâce au milliard de francs CFA (1,5 million d'euro) de la loi de programmation militaire, des investissements sont engagés dans les infrastructures et l'équipement. Pour remonter le moral des troupes, les casernes sont rénovées et quatre hôpitaux militaires sont construits. Hamed Bakayoko, proche du président Ouattara, est nommé ministre de la Défense en juillet 2017. Il décide d'inverser la vapeur. Il va influencer sur la chaîne de commandement en resserrant les liens avec les ex-loyalistes. En 2019, il limoge même d'anciens chef de Com'zones [les 10 zones tenues par les "ex-rebelles" entre 2002 et 2011 dans le nord de la Côte d'Ivoire, NDLR] comme Chérif Ousmane ou Issiaka Ouattara, qui paraissaient intouchables. La réforme permet aussi de supprimer 4 000 postes au sein des forces armées en encourageant les départs à la retraite. Le commandant Pierre Gueu Flan, ancien officier supérieur de la Garde républicaine, militaire depuis l'âge de 12 ans, confie en souriant avoir reçu une prime de départ de quinze millions de francs CFA (22 800 euros). "Je suis à la retraite depuis le 31 décembre 2019. J'ai profité de la prime au départ volontaire pour raccrocher. Et je suis très content de n'avoir à demander de permissions à personne quand je sors le samedi soir !" Et pourtant, cette somme ne permet malheureusement pas d'aller très loin. La petite maison qu'il construit pour sa retraite à Fondi, près de Yamoussoukro, coûtera plus du double.

"De nombreux officiers partis à la retraite cherchent maintenant à monter leur petite affaire car la prime ou la pension ne sont pas suffisantes", précise-t-il.

Forte de près de 18 000 hommes, l'armée ivoirienne est aujourd'hui vieillissante et composée essentiellement d'officiers et de sous-officiers. Il n'y a pas eu de recrutement depuis des années, sauf sur des postes techniques ou administratifs. Faute d'hommes de troupes, personne ne sait à qui obéiront les FACI (Forces Armées de Côte d'Ivoire) si les événements dérapent. "Ceux que l'on appelle 'le groupe des 8 400' est resté plutôt homogène. Ils se considèrent toujours comme des 'ex-rebelles'. Mais dans les circonstances actuelles, ils obéiront plus à Guillaume Soro qu'à Alassane Ouattara", confie Moussa. Les tensions entre les deux hommes sont au plus haut. Écarté de la course présidentielle, Guillaume Soro, ancien bras droit du président ivoirien, n'en finit pas de connaître des déboires judiciaires. Mais l'ancien chef militaire, qui avait pris les armes pour porter Alassane Ouattara au pouvoir, n'a jamais caché sa volonté de diriger un jour son pays, coûte que coûte. Certains analystes interrogés par France 24 s'inquiètent également de la crise de confiance qui sévit depuis quelques années entre Alassane Ouattara et ses troupes. Même les Forces Spéciales, qui ne constituent pas plus d'un bataillon renforcé (1 000 hommes), ont eu des altercations avec le pouvoir en raison de primes non perçues. Selon eux, l'unité sur laquelle le président Ouattara peut complètement s'appuyer est constituée des 600 hommes basés dans l'ancien hôtel Sebroke (où les forces onusiennes étaient jadis installées) dans le quartier du Plateau, à Abidjan.

"L'armée est divisée, et ce sont les politiciens qui ont divisé l'armée", fait remarquer Barthélemy Dougane. Cet ancien parachutiste n'exclut pas que des mouvements puissent encore agiter la Grande Muette. "Entre nous, frères d'armes, nous nous sommes pardonnés. Car il faut tout pardonner. Sinon, on va aller de revanche en revanche et ça ne sert à rien" assure-t-il. Barthélemy a monté son petit maquis (restaurant populaire) sur les rives de la rivière Bandama, à quelques kilomètres de Yamoussoukro. Ses anciens compagnons d'armes viennent s'y détendre régulièrement. Là, tout le monde l'appelle "commando", comme au bon vieux temps. "Un militaire reste un militaire..." plaisante-t-il.

❖ RCA - ONU

28 octobre 2020

Le Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le Commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA, Smail Chergui, et le Président de la Commission de la CEEAC, Gilberto da Piedade Veríssimo, ont entamé une visite de quatre jours à Bangui, la capitale centrafricaine. Cette mission commune - la troisième du genre pour ces trois organisations en RCA - a pour objectif de manifester l'appui de la communauté internationale aux Centrafricains dans la mise en

œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation conclu en février 2019 et dans le bon déroulement du processus électoral à deux mois du scrutin présidentiel. « Nous n'avons pas cessé de nous rendre à Bangui pour assurer le suivi du travail que nous avons fait conjointement pour permettre à ce pays de retrouver la stabilité et la sécurité », a déclaré M. Chergui au premier jour de la mission en RCA. « Tant les Nations Unies, l'Union africaine et la CEEAC sont déterminées à faire tout leur possible, avec les autres partenaires de la RCA, à faire en sorte que les prochaines élections soient une nouvelle étape dans le progrès (du pays) », a, pour sa part, déclaré M. Lacroix lors de sa rencontre mardi avec les membres du gouvernement centrafricain.

L'élection présidentielle en RCA doit être organisée le 27 décembre 2020. Au cas où un second tour sera nécessaire, il aura lieu le 14 février 2021. Des groupes armés continuent de violer l'accord de paix et la RCA n'est pas épargnée par la pandémie de Covid-19. « Dans ce contexte, à la veille des élections qui est une étape décisive pour ce pays, il nous a semblé essentiel de venir marquer notre solidarité avec la population centrafricaine », a dit le chef des opérations de paix des Nations Unies. Pour l'ONU, il est essentiel que tous les électeurs enregistrés puissent participer aux élections. « Plus la participation sera forte, plus les élections seront reconnues comme ayant vraiment exprimé la volonté des Centrafricains », estime M. Lacroix.

Pour le Secrétaire général adjoint, une forte participation aux élections enverra aussi « un message extrêmement fort à ceux qui sont tentés par autre chose que le processus démocratique, à savoir la violence ou le rejet de leurs engagements au titre de l'Accord de Paix ». « Nous encourageons les Centrafricains à mesurer l'importance de leur engagement personnel d'aller voter », a-t-il ajouté. M. Lacroix a assuré du soutien actif de la Mission des Nations Unies en RCA (MINUSCA) sur le terrain au peuple centrafricain et à la cause de la paix. Un soutien que les Nations Unies ont tenu à montrer aux côtés de l'UA et de la CEEAC « pour soutenir les Centrafricains dans leurs efforts pour consolider la démocratie et ramener la paix et la stabilité ». Président de la Commission de la CEEAC, Gilberto da Piedade Veríssimo, n'a pas dit autre chose : « Nous sommes là, tous les trois, pour montrer au peuple centrafricain qu'il a le soutien de l'Afrique centrale et de la communauté internationale ».

Au cours de son séjour en RCA, la délégation devait rencontrer le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, ainsi que les représentants de partis politiques, de la société civile, la plateforme religieuse, des femmes leaders et des signataires, facilitateurs et garants de l'Accord de paix.

❖ RDC - États-Unis

octobre 2020

Un protocole d'accord pour la coopération militaire entre les USA et la RDC a été signé le 28 octobre 2020 à Kinshasa. Il comprend la formation du génie militaire et a comme objectif fondamental de redynamiser la coopération militaire entre les deux États.

❖ Mozambique

octobre 2020

L'armée mozambicaine progresse vers la forêt qui sert de repaire aux insurgés islamistes qui sèment la terreur dans le nord du pays, une zone riche en gaz, a affirmé le gouvernement. Un groupe désigné localement sous le nom d'Al-Shabab ("les jeunes", en arabe) a lancé une sanglante insurrection en 2017 dans la province de Cabo Delgado, près de la frontière avec la Tanzanie, coupant des têtes, incendiant les maisons. Le groupe, qui a prêté allégeance à l'État islamique (EI) en 2019, emploie des tactiques et des armements de plus en plus sophistiqués, et s'est emparé en août du port stratégique de Mocimboa da Praia, à une soixantaine de kilomètres d'un important projet d'exploitation gazière. Selon l'ONU et des ONG, les violences ont déjà fait dans cette région plus de 2.000 morts, dont une majorité de civils, dans une zone stratégique pour l'exploitation d'immenses réserves de gaz naturel liquéfié, sur lesquelles compte ce pays pauvre d'Afrique australe pour augmenter ses revenus et devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux. Le ministre de l'Intérieur, Amade Miquidade a déclaré tard mercredi soir devant les députés que l'armée avait déjà démantelé plusieurs "bases dans les bois" et se dirigeait vers le quartier général des rebelles, dans la région de Mocimboa da Praia, à travers une forêt très dense. "Les terroristes y

ont leur base principale, qu'ils appellent 'Syrie', sur laquelle se concentrent nos opérations", a-t-il ajouté devant le Parlement. "Nous avons mis hors de combat plusieurs de leurs responsables, dont certains sont étrangers", a-t-il poursuivi, se refusant à plus de précisions.

Le groupe islamiste armé, qui pourrait compter 2.000 combattants selon des sources de renseignement militaire, a revendiqué plus de 600 attaques depuis trois ans, selon l'ONG ACLED. Amade Miquidade a indiqué que les violences avaient chassé plus de 435.000 personnes de leurs foyers, dont 100.000 au cours du seul dernier mois. Il a évoqué la menace pesant sur les projets d'exploitation du gaz naturel liquéfié et justifié l'emploi de compagnies de sécurité privées pour renforcer la sécurité de la région. C'est la première fois que le gouvernement reconnaît publiquement qu'il fait ainsi appel à des entreprises de sécurité. Le géant énergétique français Total a annoncé en juillet la signature d'un accord de financement de 13 milliards d'euros pour son projet d'exploitation d'importantes réserves sous-marine de gaz, découvertes au large de la province du Cabo Delgado.

❖ Sahel - France

France24 - 13 novembre 2020

L'armée française a annoncé la "neutralisation" au Mali, par la force Barkhane, d'un "cadre historique de la mouvance jihadiste au Sahel", lié à Al-Qaïda, dont le nom était associé ces dernières années à de nombreuses attaques dans la région contre les forces maliennes et internationales

L'armée française a tué le chef militaire de la branche sahélienne d'Al-Qaïda, le Malien Bah ag Moussa, au cours d'une opération aéroportée menée mardi soir dans le nord-est du Mali, a annoncé,

vendredi 13 novembre, la ministre des Armées, Florence Parly. L'ancien officier de l'armée malienne, également connu sous le nom de Bamoussa Diarra, était un lieutenant d'Iyad Ag Ghali, le chef touareg du Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM), lié à Al-Qaïda. "Cadre historique de la mouvance jihadiste au Sahel, Bah ag Moussa est considéré comme responsable de plusieurs attaques contre les forces maliennes et internationales", souligne Florence Parly dans un communiqué, qui salue "un succès majeur dans la lutte contre le terrorisme". Cette intervention a été lancée alors que vient de s'achever une opération d'envergure de la force Barkhane et ses alliés africains et européens contre les groupes liés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique dans la zone dite des "trois frontières", pendant laquelle des dizaines de jihadistes ont été tués. Bah ag Moussa avait déserté l'armée malienne dès 2012 pour rejoindre la rébellion et fonder avec Iyad ag Ghali le groupe jihadiste Ansar Dine, devenu RVIM (ou GSIM ou JNIM, selon l'acronyme retenu) à la faveur d'une fusion avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'autres groupes islamistes. L'émir historique d'Aqmi, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, a lui aussi été tué au cours d'une opération de l'armée française en juin dans le nord du Mali.

Le RVIM a libéré début octobre plusieurs otages, dont l'opposant malien Soumaïla Cissé et l'humanitaire française Sophie Pétronin, dans le cadre d'un échange de prisonniers négocié avec Bamako. Le pouvoir malien souhaite désormais mener des négociations de paix avec la mouvance d'Iyad ag Ghali, malgré les réticences exprimées par la France, qui dispose toujours de plus de 5 000 soldats sur le terrain.

❖ Soudan - Russie

Le Point - 18 novembre 2020

L'affaire a été rondement menée, avant d'être officiellement confirmée. La Russie prévoit la création au Soudan d'une base navale sur la mer Rouge pour le ravitaillement de sa flotte, selon un projet d'accord avec ce pays de la corne de l'Afrique présenté par le Premier ministre russe, Mikhaïl Michouline, et approuvé par le président Vladimir Poutine. Une première pour Moscou sur le continent africain depuis la chute de l'Union soviétique. Auparavant, la Russie possédait une installation en Somalie. Depuis, le pays a développé dix autres bases militaires à l'étranger, notamment dans les pays de l'ex-URSS et en Syrie. Mais pour les experts, cet ancrage africain par la Russie vise surtout à protéger ses intérêts en tant que producteurs d'hydrocarbures. Cette base permettrait alors de contrôler cet important marché – menacé par la piraterie – et situé sur l'une des routes les plus sensibles du commerce mondial, car près de 10 % des marchandises du monde entier passent par elle.

L'ouverture du centre soudanais montre que « la Russie est de retour dans l'océan mondial », a écrit le chroniqueur spécialiste des sujets de défense Dmitri Litovkin, dans un texte publié par l'agence de presse d'État russe Tass. « Les marins des flottes du Nord et de la Baltique n'auront pas à faire des transitions épuisantes pour passer plusieurs mois dans l'océan Indien », écrit-il. Dans un document préliminaire, publié mercredi sur le site du gouvernement russe, on apprend que le projet concerne en premier lieu l'établissement à Port-Soudan d'« un centre de support logistique » où pourront être assurés « des réparations, des opérations de ravitaillement et le repos des membres d'équipage » de la marine russe. Cette base pourra accueillir au maximum 300 militaires et personnel civil, ainsi que quatre navires, dont des engins à propulsion nucléaire, selon le projet d'accord. Elle sera localisée dans la banlieue nord de Port-Soudan, d'après les coordonnées géographiques mentionnées dans ce document détaillé d'une trentaine de pages. Le texte prévoit également que la Russie possédera le droit de transporter via les ports et aéroports du Soudan « des armes, des munitions et des équipements » nécessaires pour le fonctionnement de cette base navale. Il est précisé que cet accord sera en vigueur pour 25 ans, après un renouvellement automatique de 10 ans si aucune des parties ne demande sa cessation au préalable.

Pour l'heure, les autorités russes n'ont pas évoqué de date possible de signature de cet accord avec Khartoum. Ces dernières années, la Russie, qui

amorce un retour géopolitique en Afrique, s'est approchée du Soudan dans la sphère militaire, mais également à travers des projets de nucléaire civil. Depuis mai 2019, les deux pays sont liés par un accord de coopération militaire d'une durée de sept ans. Fin janvier 2019, en pleine crise politique au Soudan, le Kremlin avait reconnu que des instructeurs russes se trouvaient « déjà depuis un certain temps » aux côtés des forces gouvernementales soudanaises.

Lors d'une visite en Russie fin 2017, l'ex-président Omar el-Béchir avait, lui, demandé au président Vladimir Poutine de « protéger » le Soudan des États-Unis et avait appelé à renforcer la coopération militaire avec Moscou en vue de « rééquiper ses forces armées ». Une rencontre qui s'était alors déroulée au mépris des deux mandats d'arrêt contre Béchir émis par la Cour pénale internationale (CPI). Aujourd'hui, cette demande devrait faire l'objet d'un futur protocole sur l'aide militaire qui sera apportée par Moscou en contrepartie à Khartoum. Reste à connaître la position américaine. Pour l'instant, Washington n'a pas encore réagi. Il faut se souvenir qu'il y a quelques années, la Russie avait cherché des moyens d'établir une base permanente à Djibouti, qui héberge déjà des bases navales chinoises et américaines. Mais les négociations avaient échoué.

❖ Soudan - Égypte

novembre 2020

Pour la première fois l'aviation et les forces spéciales égyptiennes ont posé le pied au Soudan voisin afin de prendre part à un exercice militaire conjoint, baptisé « Nile's Eagles-1 », au côté l'armée soudanaise. "Cela ne fait aucun doute que la nature intense et rapide des menaces formulées contre les forces de sécurité soudanaises et égyptiennes n'imposent aux forces des deux pays d'augmenter leur niveau et de non seulement coopérer, mais également d'avoir une coordination stratégique", a déclaré Mohamed Farid, le chef d'état-major de l'armée égyptienne. Depuis la chute d'Omar el-Béchir en 2019, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a multiplié ses efforts pour rétablir une relation diplomatique avec le Soudan, notamment en soutenant la demande de retrait du pays de la liste des États parrainant le terrorisme dressée par les États-Unis.

Le volet diplomatique franchit, les autorités égyptiennes et soudanaises envisagent désormais une coopération militaire entre les deux pays, afin de renforcer la protection aux frontières et de lutter contre le terrorisme.

❖ Mali - Grèce

1er décembre 2020

La Grèce se prépare à envoyer une unité de forces spéciales au Mali pour rejoindre les forces militaires françaises dans le cadre des opérations contre le terroriste. La période de déploiement n'a pas été encore officiellement annoncée, mais l'information a été donnée par le ministre grec des Affaires étrangères; en marge d'une réunion, la semaine dernière, par visioconférence entre les ministres de la Défense de l'UE.

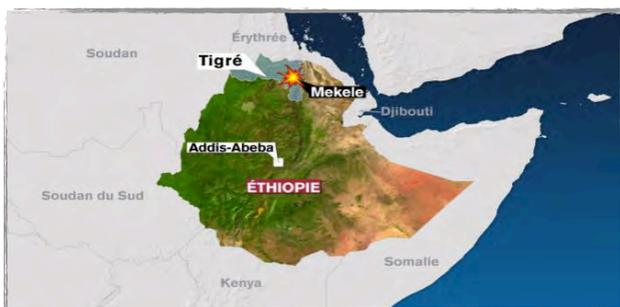
La Grèce, qui dispose de deux officiers au sein de la mission de formation de l'UE, va dépêcher un autre contingent, de petite taille, impliquant du personnel des forces spéciales, qui s'ajoute à la Force opérationnelle Takuba. Le personnel de Takuba est actuellement composé de Français et d'une cinquantaine d'Estoniens. D'autres pays européens qui avaient déclaré leur intention de participer ont été retardés, principalement en raison de la pandémie de Covid-19. Dès que le gouvernement grec donnera son feu vert, deux officiers des forces spéciales seront envoyés au Mali pour être informés sur le cadre opérationnel et avoir un aperçu de la lutte en cours et de la mission elle-même. Cela sera suivi par une mission de l'unité, qui assumera initialement les fonctions de sécurité dans le camp allié.

Par cette action, la Grèce entend démontrer son soutien pratique à la France dans son effort militaire au Sahel. Effort qui, dans une large mesure, éloigne également la menace terroriste.

❖ Éthiopie - ONU

Le Figaro - 8 décembre 2020

Les autorités éthiopiennes ont admis mardi 8 décembre que des forces pro-gouvernementales avaient ouvert le feu sur une équipe de l'ONU au Tigré et rappelé que l'accès humanitaire à la région, privée d'approvisionnement depuis plus d'un mois en raison d'un conflit, était soumis au feu vert du gouvernement.



Cette équipe se trouvait «dans une zone où elle n'était pas supposée se rendre» et «a forcé plusieurs postes de contrôle», a expliqué le porte-parole de la cellule de crise gouvernementale pour le Tigré, Redwan Hussein, niant que l'ONU se soit vue garantir un «accès sans restriction au Tigré» par Addis Abeba.

❖ Soudan

15 décembre 2020

Au Soudan, l'armée et les services de sécurité contrôlent 250 sociétés dans des domaines vitaux tels que l'or, la gomme arabique, l'exportation de viande, la farine ou le sésame, de sources de presse. Alors que l'armée et les services de sécurité du Soudan jouent depuis longtemps un rôle majeur dans l'économie du pays, le Premier ministre monte au créneau. Jugeant "inacceptable" leur poids prépondérant, Abdallah Hamdok ne tarit pas de critiques. Les militaires et les meneurs de la contestation populaire qui a défait en avril 2019 l'autocrate Omar el-Béchir ont conclu en août 2019 un accord historique pour un transfert progressif du pouvoir aux civils, mais ces derniers mois, les relations entre le gouvernement, géré par des civils, et les militaires se sont détériorées.

"Chaque armée dans le monde investit dans les entreprises de défense mais il est inacceptable que l'armée et ou les service de sécurité le fassent dans les (autres) secteurs productifs et entrent ainsi en compétition avec le secteur privé", a dit M. Hamdok lundi soir lors d'une conférence de presse après le retrait du Soudan par Washington de la liste noire des pays soutenant le terrorisme. Il était interrogé sur une loi adoptée le 8 décembre par le Congrès américain concernant "la transition démocratique au Soudan, la responsabilité (financière) et la transparence". Ce texte stipule qu'"un contrôle civil doit être établi sur les finances et les actifs appartenant aux forces de sécurité", ce qui inclut l'armée. Il souligne également la nécessité de "transférer tout l'actionariat de ces compagnies au ministère des Finances ou tout autre entité rendant des comptes au pouvoir civil". Cette loi "va aider le gouvernement transitoire à faire avancer la transformation démocratique", s'est félicité M. Hamdok.

Selon la presse locale, l'armée et les services de sécurité contrôlent 250 sociétés dans des domaines vitaux tels que l'or, la gomme arabique, l'exportation de viande, la farine ou le sésame. Ces entreprises sont exemptes d'impôts sur les bénéfices et opèrent dans une totale opacité selon la presse, alors que le pays est plongé dans un marasme économique.

Le chef du Conseil de souveraineté, la plus haute instance exécutive du pays, le général Abdel Fattah al-Burhane, également chef de l'armée, refuse de transférer ces sociétés au gouvernement, se disant seulement prêt à ce qu'elles paient des impôts. Cet été, M. Hamdok avait déploré que "seulement 18% des ressources de l'État sont aux mains du gouvernement". Il s'était alors donné comme "priorité" la restitution au gouvernement des entreprises appartenant aux secteurs militaire et sécuritaire.

❖ Soudan - Éthiopie

17 décembre 2020

L'armée soudanaise a affirmé mercredi qu'elle était tombée dans une embuscade tendue par des forces armées éthiopiennes dans un territoire frontalier, faisant l'objet d'un bras de fer entre les deux pays. Un communiqué indique qu'elle aurait subi « des pertes en vies humaines et en matériel ». Les accrochages ont eu lieu au retour d'une patrouille de l'armée soudanaise autour du Jebel Abutiour, dans le triangle d'el-Fashaga, au sud-est de la ville de Gedaref. Dans son communiqué publié mercredi soir, Abdallah Hamdok ne donne pas de détails sur les affrontements, sinon que, selon lui, ses soldats sont « tombés dans une embuscade » tendue par « des forces et des milices éthiopiennes ». Il affirme enfin sa « confiance dans la capacité des forces armées à protéger les frontières du pays et à repousser toute agression ».

Le triangle d'el-Fashaga est un sujet de dissension important entre le Soudan et l'Éthiopie. Il s'agit d'une terre agricole très fertile, cultivée depuis 25 ans par des paysans éthiopiens amharas. Ce territoire appartient légalement au

Soudan, ce que l'Éthiopie ne nie pas : son problème est que des Éthiopiens y vivent de facto et sont protégés par les milices de l'Amhara voisine, qui servent de bras armé supplétif aux forces éthiopiennes dans le conflit contre les Tigréens du TPLF. Ces milices, que les Soudanais appellent péjorativement « shiftas » (bandits, en français), sont accusées d'opérer des incursions régulières pour voler du bétail ou procéder à des enlèvements contre rançon.

❖ Soudan - ONU

23 décembre 2020

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les membres du Conseil ont décidé que le retrait de tous les effectifs militaires et civils de cette mission, créée en 2007 dans la région soudanaise du Darfour, commencerait le 1er janvier 2021 et devrait être achevé avant le 30 juin 2021, à l'exception des personnes indispensables à sa liquidation.

Le Conseil autorise, pour la durée du retrait et de la liquidation de la MINUAD, le maintien d'une unité de garde composée d'effectifs existants de la MINUAD, afin de protéger le personnel, les installations et les biens de l'opération. Selon la résolution, le Conseil prie le gouvernement soudanais de respecter pleinement les dispositions de l'Accord sur le statut des forces jusqu'au départ du Soudan de l'élément final de la MINUAD, en particulier les dispositions relatives à la sûreté et à la sécurité de la MINUAD.

Ces dispositions stipulent que le gouvernement devra prendre les mesures nécessaires pour protéger les membres de la MINUAD et du personnel associé, leur équipement et leurs locaux. Le gouvernement devra aussi veiller à ce que les bases d'opérations restituées par la MINUAD soient utilisées à des fins exclusivement

civiles. Le Conseil de sécurité de l'ONU engage aussi le gouvernement soudanais à conclure rapidement ses enquêtes actuelles sur le pillage de bases d'opérations de la MINUAD précédemment transférées.



Le gouvernement devra, en outre, coopérer pleinement avec l'ONU et l'Union africaine pendant le retrait des effectifs et la liquidation de la MINUAD afin d'assurer le retrait « ordonné et sûr » de l'Opération. Dans le cadre du processus de transition et de retrait de la MINUAD, le Conseil demande par ailleurs à la MINUAD d'établir avec l'équipe de pays des Nations Unies, les dispositions devant permettre à celle-ci de surveiller les activités résiduelles de la coopération programmatique qui avait été engagée par la MINUAD en 2020 mais qui n'a pas encore été mise en œuvre en raison de la pandémie de Covid-19.

La MINUAD est remplacée, dès le 1er janvier 2021, par la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), créée par le Conseil en juin dernier par sa résolution 2524 (2020). Cette nouvelle mission sera chargée de soutenir la consolidation de la paix, la protection des civils et le rétablissement de l'État de droit.

❖ Éthiopie - Soudan

ONU - 29 décembre 2020

Selon ce dernier rapport de situation, le nombre des arrivées est désormais loin du pic du début du conflit quand par exemple près 7.000 arrivées avaient été enregistrées le 10 novembre dernier. Depuis le début du mois de décembre, la moyenne des arrivées est tombée à moins de 500 par jour. Et durant la période des fêtes de Noël, elle a même tourné autour de 300 arrivées quotidiennes.

« Bien que le nombre de nouveaux arrivants soit récemment tombé à moins de 500 par jour, les organisations humanitaires font face à une situation d'urgence humanitaire de grande ampleur dans une région reculée, qui n'avait pas connu un afflux de réfugiés aussi important depuis des décennies », a toutefois averti la semaine dernière le HCR. Sur place, le tiers des réfugiés sont des enfants ou des adolescents de moins de 17 ans. Les nouveaux arrivants ont installé des abris temporaires dans la zone du marché à Hamdayet (38 235 personnes), tandis que d'autres ont installé des gîtes dans les villages voisins. Ils sont hébergés dans des communautés ou vivent dans les unités de logement préexistantes du village 8.

Dans l'est du Soudan, du 14 novembre à ce jour, plus de 20.000 réfugiés ont déjà été transférés depuis des zones frontalières vers le camp d'Um Rakuba, situé à environ 75 kilomètres de la ville de Gedaref. Alors que ce site pourrait bientôt dépasser sa capacité initiale d'accueil, le HCR et ses partenaires ont normalement commencé cette semaine des travaux de préparation d'un nouveau site situé plus à l'intérieur des terres, à 136 kilomètres de la ville de Gedaref. « Le site d'Um Rakuba a atteint sa pleine capacité. En conséquence, il est prévu d'installer des abris et des tentes communautaires supplémentaires à Um Raquba et de créer un nouveau site à Tunaydbah avec une capacité estimée à 20.000 personnes », rapporte le dernier bulletin humanitaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Selon l'OCHA, « les réfugiés continuent à exprimer leur préférence pour rester près de la zone frontalière afin de retourner en Éthiopie dès que la sécurité le permettra ». « Les autorités soudanaises ont fait savoir que le déplacement de la zone frontalière est une priorité », a-t-il précisé.

Plus largement, les équipes du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) dans les zones frontalières des États de Kassala et de Gedaref, dans l'est du Soudan, travaillent avec le Commissaire soudanais aux réfugiés (CdR), les autorités locales et les partenaires pour surveiller et répondre à la situation. Il s'agit aussi de mobiliser des ressources afin de fournir des services d'assistance vitaux aux

nouveaux arrivants. Le HCR a d'ailleurs publié le 22 décembre dernier, conjointement avec 30 partenaires humanitaires, un appel de fonds urgent d'un montant de 156 millions de dollars. Les fonds demandés sont nécessaires pour répondre, durant le premier semestre 2021, aux besoins humanitaires critiques des réfugiés éthiopiens qui ont fui le conflit au Tigré.

Ce Plan régional de préparation et d'aide aux réfugiés pour la situation en Éthiopie (Tigré) couvre la période de novembre 2020 à juin 2021. Il vise à répondre aux besoins de 115.000 réfugiés et 22.000 personnes des communautés d'accueil. Il a également pour objectif d'apporter un appui aux gouvernements du Soudan, de Djibouti et de l'Érythrée pour mettre en œuvre des mesures afin que les personnes déracinées puissent accéder aux procédures d'asile et recevoir une assistance vitale.

❖ RCA - ONU

ONU - 21 décembre 2020

Les tensions politiques et sécuritaires se sont accrues au cours du week-end en RCA alors que le pays est en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles et législatives, qui doivent avoir lieu dimanche 27 décembre. « Une coalition de groupes armés a attaqué simultanément quatre préfectures de l'ouest et du sud du pays. Ces groupes ont également tenté d'atteindre la capitale, Bangui », a déclaré, lundi, le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse.

« Les Casques bleus de l'ONU ont réagi de manière proactive et ont échangé des tirs avec des groupes armés dans plusieurs zones. Aucun dommage n'a été signalé », a ajouté le porte-parole du Secrétaire général. Les Nations Unies continuent de collaborer avec toutes les parties prenantes centrafricaines, en étroite coopération avec ses partenaires, dans un effort pour « désamorcer les tensions, encourager les parties à résoudre leurs préoccupations par des moyens pacifiques et assurer la tenue des élections, comme prévu », a souligné M. Dujarric. Dans un communiqué de presse commun publié, les membres du G5+, qui regroupe l'ONU, les États-Unis, la France, la Russie, l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale, ont déploré toutes les victimes de ces violences, qui affectent particulièrement la population civile centrafricaine.

« Le G5+ demande l'arrêt immédiat et sans condition des offensives coordonnées en cours par des bandes armées et met en garde les auteurs de ces actes qui entravent sérieusement le déroulement normal du processus électoral, rappelant que leur responsabilité individuelle est engagée », ont déclaré leurs membres. La RCA s'apprête à organiser le premier tour des

élections présidentielle et législatives dimanche. Les membres du G5+ déplorent que les violences dans le pays interviennent à un moment clé pour la finalisation des préparatifs des élections. Depuis plusieurs jours, la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) a mobilisé sa force contre les violences et perturbation du processus électoral. Dans la ville de Yaloke, située à 220 kilomètres au nord-ouest de la capitale Bangui, a constaté lundi une « légère accalmie » après l'intervention des Casques bleus de la MINUSCA en appui aux Forces armées centrafricaines (FACA) suite à une attaque de groupes armés. En réponse à une question d'un journaliste, le porte-parole du Secrétaire général a précisé qu'il n'y a pas eu de déploiement supplémentaire de Casques bleus en RCA en provenance d'autres opérations de paix de l'ONU.

La mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections en RCA a permis à 1.858.236 Centrafricains - le pays compte un peu moins de 6 millions d'habitants - de s'inscrire dans l'intention d'exercer leur droit de vote dimanche. Ce plan a également permis à l'Autorité nationale des élections (ANE) de procéder au déploiement et à la distribution du matériel électoral y compris la distribution des cartes d'électeurs, sur toute l'étendue du territoire national « et ce, malgré la volonté réaffirmée de certains acteurs y compris certains acteurs politiques de perturber le processus électoral et d'empêcher la tenue d'élections », ont déploré l'ONU et ses partenaires. Pour le G5+, les élections centrafricaines doivent se tenir le 27 décembre « dans le respect des délais constitutionnels ». Ses membres condamnent toutes les manœuvres et tentatives d'engager la RCA vers une nouvelle transition politique en violation de la constitution du pays. Ils réaffirment que le seul moyen légitime d'accéder au pouvoir passe par les urnes et que « les élections crédibles et pacifiques sont la seule solution à l'instabilité ».

Le G5+ a également fermement les agissements de l'ancien Président François Bozizé et de certains groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR-RCA), en violation des leurs engagements, ce qui les expose à des sanctions au titre de l'article 35 de l'Accord. Le G5+ condamne également toute collusion entre acteurs politiques et groupes armés visant à semer le désordre et la panique au sein de la population pour l'empêcher d'exercer son droit souverain de vote. «

Les membres du G5+ demandent que Bozizé (dont la candidature au scrutin présidentielle a été rejeté par la Cour constitutionnelle de la RCA) et les groupes armés alliés déposent immédiatement les armes,

s'abstiennent de toute action de déstabilisation et respectent la décision de la Cour constitutionnelle du 3 décembre 2020 », ont déclaré ses membres. L'ONU et ses partenaires appellent les acteurs centrafricains à s'investir pleinement dans le processus électoral et à contribuer au maintien d'un environnement propice à l'exercice du droit de vote par tous les citoyens. Ils invitent, en outre, la classe politique à œuvrer pour la tenue d'élections apaisées, transparentes et crédibles acceptées par tous, conformément au calendrier électoral établi par les textes réglementaires, aux fins de renforcer les acquis démocratiques en RCA.

Le G5+ rappelle également les conclusions du Sommet des chefs d'État de la CEEAC sur la RCA, visant à une plus forte mobilisation de la sous-région, notamment à travers la nomination d'un médiateur permanent. Ses membres réitèrent leur engagement à accompagner le processus électoral, notamment la campagne électorale en cours et restent pleinement mobilisée aux côtés de celles et de ceux qui s'inscrivent dans l'État de droit pour la tenue d'élections présidentielle et législatives apaisées le 27 décembre. Face aux craintes concernant la perturbation du scrutin électoral, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA, Mankeur Ndiaye, s'est voulu rassurant à l'égard de la population. Il a souligné que la MINUSCA continuera d'exercer pleinement son mandat électoral en apportant son soutien aux autorités nationales pour la tenue d'élections pacifiques.

« Le 27 décembre sera un grand jour pour le peuple centrafricain qui aspire à la paix, à la sécurité et au développement », a-t-il assuré lundi matin sur Twitter.

❖ Kenya - États-Unis

décembre 2020

Quelque 700 soldats des forces spéciales forment et conseillent l'armée somalienne et l'armée américaine mène régulièrement des frappes aériennes contre les shebab, sans paraître affecter la capacité de ce groupe affilié à Al-Qaïda à déstabiliser le pays.

L'armée américaine a déployé une impressionnante force navale au large de la Somalie pour protéger le retrait de quelque 700 soldats de ce pays de la Corne de l'Afrique ravagé par les attaques des djihadistes shebab. Le navire porte-hélicoptères USS Makin Island, avec à son bord une force expéditionnaire de quelque 5.000 soldats du corps des Marines, est arrivé au large de la Somalie, a annoncé mardi le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom).

❖ Soudan - Éthiopie

french.china.org.cn - 1er janvier 2021

Le ministre soudanais des Affaires étrangères par intérim, Omer Gamar-Eddin, a annoncé jeudi que l'armée soudanaise avait réussi à reprendre le contrôle de "toutes les terres soudanaises situées le long de la frontière avec l'Éthiopie". Les ministères des Affaires étrangères des deux pays sont en contact pour tenter de régler leur différend frontalier, a indiqué M. Gamar-Eddin lors d'une conférence de presse organisée à Khartoum, la capitale du Soudan. Le Soudan accuse les agriculteurs éthiopiens de s'emparer de terres soudanaises le long de la frontière, et ce avec l'appui des forces armées éthiopiennes.

Le 16 décembre, l'armée soudanaise a affirmé que des milices et des forces armées éthiopiennes avaient tendu une embuscade à ses forces du côté soudanais de la frontière. Le 19 décembre, l'armée soudanaise a annoncé le déploiement de renforts dans l'État de Gadarif, le long de sa frontière orientale avec l'Éthiopie, en vue de libérer les "terres saisies" par la partie éthiopienne. La frontière soudano-éthiopienne connaît par ailleurs un afflux de réfugiés éthiopiens fuyant la guerre dans la région frontalière du Tigré.

La zone frontalière de Fashaga, l'un des cinq districts de l'État soudanais de Gadarif, est souvent la cible d'attaques meurtrières de la part des milices éthiopiennes pendant la période de préparation de la saison agricole, selon des observateurs locaux. Le Soudan accuse l'Éthiopie de soutenir ces milices.





III - Le mot des NATIONS UNIES

Rapport sur la Somalie, établi par le Groupe d'experts sur la Somalie

S/2020/949 du 28 septembre 2020

Les Chabab menacent la paix, la sécurité et la stabilité en Somalie non seulement car ils mènent des opérations de guerre conventionnelle ou asymétrique, mais aussi car ils ont mis en place des systèmes d'extorsion et « d'imposition » sophistiqués, car ils recrutent des enfants et car leur appareil de propagande est efficace. Pour étendre le contrôle qu'ils exercent sur la population au-delà des zones où ils sont présents, ils ont recours aux menaces et aux violences contre des individus ou des communautés, infiltrent et prennent le contrôle de sources d'information et manipulent les institutions officielles, notamment dans le secteur financier. Les opérations militaires visant les Chabab doivent s'accompagner de mesures non militaires visant à les affaiblir et à lutter contre leur propagande. Le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération en ont convenu dans leur examen formel du Plan de transition pour la Somalie, dans lequel ils ont fixé les grandes orientations du transfert des responsabilités en matière de sécurité aux autorités somaliennes et du retrait des forces de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Pendant la période considérée, le Groupe d'experts sur la Somalie a concentré ses enquêtes sur le système « d'imposition » des Chabab, notamment sur leurs sources de revenus et sur la manière dont ils utilisent des institutions financières officielles pour déposer et transférer des fonds. Ces méthodes « d'imposition » peuvent être simples, comme la collecte de taxes aux postes de contrôle, ou plus complexes, comme l'évaluation de la situation financière des entreprises fondée sur les registres du commerce ou les informations sur les actifs immobiliers et les manifestes de cargaison auxquels le groupe a accès.

Le Groupe d'experts estime que la situation financière des Chabab reste solide : ils enregistrent un excédent budgétaire non négligeable, dont une partie est utilisée pour investir dans des commerces ou acheter des biens à Mogadiscio. Comme le reste de la société somalienne, les Chabab ont cessé d'utiliser principalement l'argent liquide et se servent désormais du tout nouveau secteur financier officiel national pour collecter et transférer des fonds.

Le Gouvernement fédéral somalien a renforcé la législation nationale et les contrôles dans le secteur financier afin de mieux lutter contre le financement du terrorisme, et le secteur privé a également pris des mesures pour protéger ses systèmes. Avec l'aide de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du Groupe d'experts, le Gouvernement fédéral élabore actuellement un plan visant à perturber le financement des Chabab en faisant fond sur des réformes récentes, dont la mise en œuvre nécessitera la participation de tous les organismes publics somaliens, du secteur privé et de la communauté internationale.

À cause des opérations militaires de l'Armée nationale somalienne et de l'AMISOM et de l'intensification des frappes aériennes des acteurs internationaux, les Chabab ont essuyé des pertes territoriales et ont notamment dû abandonner leur important bastion de Jannaale, dans le Bas-Chébéli, en mars 2020. Cela étant, ils restent capables de produire des engins explosifs improvisés et de les utiliser pour mener des attaques, mais ont pour l'instant lancé moins d'attaques complexes à grande échelle en 2020 qu'en 2019 à la même période. Le groupe poursuit sa campagne d'intimidation : il ordonne des assassinats et des exécutions et prend pour cible des personnalités publiques et des communautés, tout en restant capable d'agir promptement pour exploiter les failles de sécurité qui se présentent. Les tensions entre le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération continuent de perturber la vie politique et créent des problèmes que les Chabab peuvent exploiter.

Ces tensions sont principalement dues au processus électoral, notamment aux élections régionales contestées dans le Djoubaland et le Galmudug et à la préparation des élections parlementaires nationales et présidentielles. Les Chabab pourraient chercher à saboter les élections à venir comme ils l'ont fait lors des dernières élections nationales en 2016, notamment en assassinant des figures politiques. Le Gouvernement fédéral somalien a cherché à renforcer son système de gestion des armes et des munitions en mettant au point une stratégie nationale en collaboration avec les États membres de la fédération. Les priorités en la matière sont prises en compte, dans les grandes lignes, dans les plans de développement du secteur de la sécurité et ont été abordées dans l'examen du Plan de transition pour la Somalie. Pour mettre en œuvre ces priorités, le Gouvernement fédéral devra travailler en collaboration avec les États membres de la fédération et tirer parti de l'appui fourni par la communauté internationale.

La mise en œuvre de l'interdiction des composants d'engins explosifs improvisés conformément à la résolution 2498 (2019)

du Conseil de sécurité n'en est encore qu'à un stade précoce. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie a publié une Notice d'aide à l'application en août 2020 pour faciliter ce processus. Il sera aussi important d'aider le Gouvernement fédéral somalien à mieux détecter la potentielle entrée de composants d'engins explosifs improvisés sur son territoire et à mieux appréhender la capacité des Chabab de produire de tels engins. L'année 2020 a été particulièrement éprouvante pour la Somalie, qui était déjà aux prises avec une crise humanitaire. Les travailleurs humanitaires ont dû faire face à la pire invasion de criquets pèlerins en 25 ans, à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), à de graves inondations et au déplacement de plus de 150 000 personnes pendant la première moitié de 2020, d'après les chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à cause des conflits et de l'insécurité.

Les interdictions d'accès, les enlèvements, les actes d'extorsion et les assassinats ciblés commis par les Chabab à l'encontre d'agents humanitaires ont exacerbé la crise. Grâce aux efforts du Gouvernement fédéral somalien, du Djoubaland et de la communauté internationale, les exportations de charbon n'ont pas repris pendant la période considérée. La pression politique exercée sur les exportateurs et importateurs, les contrôles et la surveillance, notamment par les forces navales internationales, ont eu un fort effet dissuasif. Cependant, les réseaux d'exportation de charbon somalien existent encore et divers acteurs dans les domaines de la politique et de la sécurité tireraient des bénéfices des potentielles ventes : ainsi, les stocks entreposés à proximité de Kismayo, dont la valeur brute approche les 40 millions de dollars, restent un danger.

Le Gouvernement fédéral, le Djoubaland et les propriétaires du charbon devront mettre en place un dialogue politique pour réduire la menace que représentent ces stocks. Par ailleurs, pour continuer de réduire le risque que la production de charbon destiné à l'exportation ne reprenne, il faudrait mieux comprendre comment le charbon est utilisé dans le pays et chercher de potentielles solutions de remplacement. Le fait que les relations entre le Gouvernement fédéral somalien et le Groupe d'experts soient reparties sur des bases saines a amélioré la coopération et l'échange d'informations, ce qui a aidé le Groupe d'experts à s'acquitter de son mandat.



IV - CONCLUSION

Le prochain sommet de l'Union africaine devait se dérouler début février 2021 à Addis Abeba. A ce jour, rien n'est sûr. Nous développerons dans notre prochain bulletin cet événement annuel qui détermine la feuille de route de l'institution panafricaine.

A cette occasion, la présidence de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement reviendra à la République démocratique du Congo (Afrique centrale). Félix Tshisekedi succédera à Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud).

Patrick FERRAS
Stratégies africaines
www.csba-ferras.eu

